

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES ARSENAUX

ET

ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

Condition, salaire et rendement du travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Lundi 26 Mai 1913, à 3 heures.

PAR

LOUIS KREBS

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants : MM. LABNAUDE, professeur.
FERNAND FAURE, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR^e)

1913

THESE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES ARSENAUX

ET

ÉTABLISSEMENTS DE LA MARINE

Condition, salaire et rendement du travail

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

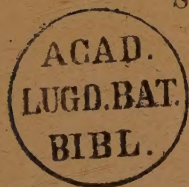
Sera présenté et soutenu le Lundi 26 Mai 1913, à 3 heures.

PAR

LOUIS KREBS

Président : M. TRUCHY, *professeur.*

Suffragants MM LARNAUDE, *professeur.*
FERNAND FAURE, *professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1913

CHAPITRE PREMIER

Origine des ouvriers des arsenaux

La première organisation du personnel de la marine fut la formation par Colbert du corps des inscrits maritimes. Ce corps, qui existe encore actuellement, n'était pas uniquement destiné à fournir de marins les navires de la flotte, il servait aussi à recruter les ouvriers des arsenaux qui, d'ailleurs, comprenaient simplement, étant donné les constructions navales de cette époque, des charpentiers, des calfats et des voiliers.

Les marins connaissaient tous ces quelques métiers, ou du moins en avaient des notions rudimentaires qu'il était facile de développer, c'est ce qui explique la méthode alors suivie : les directeurs des arsenaux ayant des travaux à entreprendre dressaient un état des ouvriers et journaliers qui leur étaient nécessaires et le remet-

taient à l'intendant, lequel, suivant les besoins, prescrivait la levée des hommes demandés.

Une partie de ces ouvriers levés d'office restèrent dans l'arsenal à titre permanent et leurs enfants furent pris comme apprentis dès leur adolescence ; c'est ainsi que fut formé l'élément stable du personnel ouvrier des arsenaux.

On eut cependant toujours recours à des levées d'inscrits maritimes que l'on employait dans les arsenaux pendant des périodes plus ou moins longues suivant les besoins des constructions et des réparations en cours. — Ordonnance du 27 septembre 1776. — Extrait d'un passage cité dans : « *Les Arsenaux de la Marine de 1689 à 1910*, A. Dupont, Berger-Levrault, 1913. L'ordonnance de 1776 s'exprime ainsi à ce sujet :
« Lorsque le directeur général aura reçu les
« ordres du commandant pour quelques cons-
« tructions, radoubs, ouvrages, mouvements ou
« opérations dans le port, il donnera ses ordres
« au directeur particulier du détail, dont lesdits
« ouvrages, constructions ou opérations dépen-
« dront, afin que celui-ci fasse un état général par
« qualité et quantité des ouvriers ou journaliers
« ou du nombre d'escouades de forçats qui seront
« nécessaires pour l'exécution desdits ouvrages
« ou desdites opérations. Un double dudit état,
« signé du directeur particulier et approuvé du

« directeur général, après avoir été examiné et
« comparé au devis dans le Conseil de la marine,
« sera visé du commandant, et remis ensuite à
« l'intendant qui ordonnera la levée desdits ou-
« vriers ou journaliers s'il ne s'en trouve pas dans
« le port un nombre suffisant pour fournir à tous
« les travaux, mouvements et opérations ordon-
« nés, ainsi que de la distributions des escouades
« de forçats ».

Cette nouvelle organisation fut réglementée par la loi du 3 Brumaire an vu sur l'inscription maritime. Il y eut dès lors deux catégories d'ouvriers bien distinctes, les inscrits domiciliés admis sur leur demande dans les arsenaux, et les inscrits de levées appelés d'office en cas de travail exceptionnel. Un décret régla le mode d'admission des apprentis, les effectifs, l'avancement.

Les principes égalitaires de la Révolution de 1789 pénétrèrent dans les arsenaux comme partout ailleurs et les maîtres y furent élus par les ouvriers. Toutefois on ne changea pas la condition militaire de ces ouvriers, qui continuèrent à être traités comme le sont de nos jours les inscrits maritimes levés pour le service des bâtiments de la flotte.

La création des écoles de maistrance en 1819, et leur organisation définitive en vertu d'un décret du 1^{er} janvier 1833, marquèrent plus nette-

ment encore le caractère stable et permanent des arsenaux.

Peu après, on améliora le sort des ouvriers, qui, en 1848, eurent droit à une pension militaire au lieu de la pension de demi-solde qui était accordée jusque là aux deux catégories des inscrits maritimes, marins ou ouvriers.

Vers cette époque, la navigation se transforma ; on commença en effet à faire usage de la machine à vapeur qui prit rapidement un grand développement dans la marine militaire ; on se mit en même temps à utiliser le fer dans la construction des navires. L'on fit d'abord des constructions composites c'est-à-dire fer et bois, puis bientôt le bois fut remplacé complètement par le fer.

Les inscrits qui étaient aptes à faire des charpentiers et des voiliers, ne pouvaient s'improviser mécaniciens et chaudronniers. Ces métiers, qui exigeaient en effet un long apprentissage, étaient totalement ignorés des populations des côtes. L'on se trouva donc obligé d'embaucher des ouvriers spécialistes, non inscrits et libres ; on leur faisait simplement prendre l'engagement (Ordonnance du 3 mai 1859) « de ne pas quitter le service sans congé pendant au moins six mois ». Des suppléments de solde leur furent accordés, dont bientôt tout le personnel ouvrier bénéficia.

Ces ouvriers, bien que civils et libres, étaient

assujettis dans l'arsenal à une discipline militaire et pouvaient être punis de prison. Ils n'avaient cependant pas les mêmes avantages que les ouvriers inscrits, et, jusqu'à la loi du 28 juin 1862, ils ne purent prétendre qu'à la pension de demi-solde que les inscrits touchaient primitivement, et non à la pension militaire dont bénéficiaient ces derniers depuis 1848.

La navigation à vapeur grandit rapidement en importance au détriment de la navigation à voile, et, de ce fait, le recrutement des ouvriers libres de spécialités, prit une beaucoup plus grande extension. Le nombre de ces ouvriers libres devenant très considérable, il fut très difficile de conserver en même temps, dans les arsenaux, des ouvriers inscrits, soumis à des conditions toutes différentes, aussi la loi du 4 juin 1864 supprima-t-elle le recrutement des inscrits maritimes, et il n'y eut plus dans les arsenaux que des ouvriers libres recrutés par l'apprentissage et l'embauchage.

L'emploi simultané d'ouvriers inscrits et d'ouvriers libres explique peut-être que l'on ait continué pendant assez longtemps à assujettir le personnel ouvrier, bien que tout entier civil et libre, à une discipline militaire et que le droit d'empriisonnement ait été maintenu jusqu'en 1900.

Les inscrits maritimes, qui avaient assuré la main-d'œuvre des constructions navales pendant

près de deux siècles, disparurent donc des arsenaux devant les nécessités de la construction métallique et du montage des machines. Il est peut-être intéressant de remarquer que la même évolution se produit également dans la marine où l'élément mécanicien, de plus en plus nombreux et de plus en plus important, se recrute principalement par des engagements volontaires, tandis que l'élément marin diminue chaque jour d'importance.

Quand on supprima les inscrits et que l'on fut obligé d'embaucher en grand nombre des ouvriers spécialistes, on rencontra certaines difficultés provenant du faible développement de l'industrie dans les villes où se trouvaient situés les arsenaux. S'il était possible de former un nombre suffisant d'ouvriers pour faire marcher des ateliers de production constante, il était très difficile d'embaucher et de débaucher une partie du personnel suivant les besoins des constructions en chantier.

Pouvait-on, en effet, attirer dans les villes de Brest et de Lorient un grand nombre de travailleurs pour les congédier au bout de quelques mois ou même de quelques années ? Une fois sortis de l'arsenal, ces hommes seraient exposés à ne rien trouver à faire puisque, ni dans ces villes, ni dans les environs, il n'existait et il n'existe encore d'industrie similaire.

Pressé par la nécessité, on dut cependant donner une certaine élasticité au contingent du personnel ouvrier, et un décret du 12 janvier 1892 obligea tous les ouvriers à passer par une période de trois ans pendant laquelle ils n'étaient admis qu'à titre temporaire; c'est seulement après cette période qu'ils pouvaient être employés d'une façon permanente. Malgré tout, il était difficile de déboucher les hommes dont on n'avait plus besoin. Les décrets du 21 juin et du 2 octobre 1900 modifièrent ce système de recrutement : il ne fut plus question d'ouvriers temporaires mais de stagiaires, qui, après 18 mois de service, pouvaient être nommés permanents au choix et le devenaient automatiquement après 48 mois de service.

Le résultat fut décevant : on rencontra toujours des difficultés pour le renvoi d'une partie du personnel ouvrier.

Entre temps, on essaya d'embaucher des ouvriers en régie, qui ne pouvaient travailler dans les arsenaux pendant une période supérieure à six mois, mais, même dans ces conditions le renvoi de ce personnel fut très difficile, et en fait, les ouvriers en régie étaient congédiés *par ordre* au bout de six mois et repris à compter du lendemain.

Un décret du 13 juin 1907 supprima les ouvriers stagiaires, et il n'y eut plus dans les arsenaux que des ouvriers permanents immatriculés et des

ouvriers en régie non immatriculés, à titre temporaire, mais permanents en fait.

Peu de temps après, quand il s'agit d'exécuter un programme naval assez chargé, on dut augmenter la main-d'œuvre. Mais comme l'on prévoyait le moment où il faudrait en renvoyer une partie, on créa un corps spécial d'ouvriers auxiliaires, dont les conditions d'admission et de travail furent réglées par un décret du 4 novembre 1909.

Leur admission avait essentiellement un caractère temporaire qu'elle a conservé jusqu'ici. Nous aurons l'occasion d'y revenir plus loin dans le chapitre relatif au statut des ouvriers.

CHAPITRE II

Le personnel ouvrier des arsenaux

LES DIVERSES CATÉGORIES D'OUVRIERS

Les ouvriers des arsenaux se divisent actuellement en trois catégories :

1° Le personnel ouvrier immatriculé, c'est-à-dire permanent, de beaucoup le plus nombreux, et comprenant 23.000 hommes environ ;

2° Le personnel ouvrier auxiliaire, embauché seulement à titre temporaire mais bénéficiant cependant d'une partie des avantages impartis aux ouvriers immatriculés ; il comprend seulement 7.000 hommes environ ;

3° Les ouvriers en régie, qui, non seulement ne sont admis qu'à titre temporaire, mais dont le salaire et les conditions de travail sont réglés conformément aux salaires et aux conditions de travail en usage dans les industries similaires de la région.

Les ouvriers de cette dernière catégorie sont peu nombreux en France, 700 hommes seulement environ, employés par le service des travaux hydrauliques (on comprend sous le nom de service des travaux hydrauliques, le service chargé de la construction, de la réparation et de l'entretien des quais, cales et bassins de radoub et d'une façon plus générale de la construction et de la réparation des immeubles des arsenaux). Ils atteignent au contraire un nombre assez élevé, 1.750 environ, aux colonies où ils se recrutent parmi les indigènes et constituent une grande partie de la main-d'œuvre des arsenaux.

On compte enfin dans les arsenaux de France un certain nombre d'ouvrières, 700 environ, qui sont assujetties aux mêmes conditions que les ouvriers auxiliaires. Quelques-unes cependant, embauchées avant que l'on eut créé cette catégorie d'ouvriers, bénéficiaient des avantages accordés aux ouvriers immatriculés ; il en reste encore actuellement quelques-unes qui seront remplacées par des auxiliaires.

Nous nous occuperons seulement des ouvriers immatriculés et des ouvriers auxiliaires seuls ; en effet, ils présentent un caractère qui les distingue des ouvriers de l'industrie privée.

Ouvriers immatriculés

STATUT

Faisons tout d'abord observer, sans entrer ici dans le détail de la discipline qui trouvera sa place plus loin, que le personnel ouvrier jouit, à très peu de chose près, de la même indépendance que l'ouvrier de l'industrie privée. En temps de paix il ne peut en aucune façon être retenu par l'Etat; la seule punition qui puisse lui être infligée en cas de départ sans préavis, est la retenue de son salaire, s'il n'a pas demandé son congédiement 15 jours avant son départ.

Dans l'intérieur de l'arsenal il est passible de peines disciplinaires. Il est soumis aux règlements de police et de sûreté édictés pour les arsenaux et établissements de la marine (décret du 21 juin 1858); toutefois, la peine de prison ne peut lui être appliquée comme punition disciplinaire. Ce personnel relève d'une juridiction spéciale.

Recrutement. — Antérieurement au décret du 12 mai 1912 relatif aux conditions de travail, de recrutement, d'avancement et de discipline du personnel des arsenaux et établissements de la

marine, le personnel ouvrier immatriculé se recrutait principalement par l'apprentissage ; la circulaire ministérielle du 14 septembre 1909 semblait bien en effet indiquer que l'intention du département de la marine était de n'admettre d'ouvriers en dehors de l'apprentissage qu'au titre d'ouvriers auxiliaires. Mais cependant aucun texte formel n'abrogeait les anciennes conditions d'admission qui étaient les suivantes : être Français ou nationalisé Français et justifier que par la durée de ses services à l'Etat, on réunissait, à l'âge de 55 ans, 25 années de service dont 18 au moins dans les arsenaux ou établissements de la marine, cette dernière condition étant exigée afin que tous les ouvriers puissent avoir un minimum de retraite à 55 ans.

Ce qui était un simple vœu est devenu une règle par le décret du 12 mai 1912 ; deux exceptions seulement sont faites à cette règle : 1° pour les jeunes gens provenant des écoles professionnelles ou des écoles pratiques d'industrie qui peuvent être admis comme aides-ouvriers ; 2° pour les ouvriers auxiliaires (en très petit nombre) qui sont admis à suivre les cours des écoles techniques des arsenaux.

C'est pour cette raison qu'afin de mieux établir le statut du personnel ouvrier immatriculé, nous nous proposons de prendre l'ouvrier à l'origine,

c'est-à-dire à l'état d'apprenti, et de le suivre ensuite de degré en degré jusqu'au sommet de la hiérarchie ouvrière.

Apprentis. — Tout enfant ayant plus de 14 ans et moins de 17 ans, peut-être admis comme apprenti dans les arsenaux.

Le nombre des admissions est fixé par le Ministre, sur la proposition des directeurs des arsenaux et établissements de la marine.

Le classement des candidats est établi après examen écrit et oral pouvant réunir un maximum de 100 points que l'on peut majorer d'après les conditions déterminées par la situation personnelle ou familiale des intéressés : ces conditions sont les suivantes :

1° On ajoute au total obtenu 22 points pour les orphelins dont les parents, appartenant au personnel de la marine, sont morts après 15 ans de service ; 16 points pour les candidats dont les parents ont une pension du département de la marine ; 12 points pour les enfants des ouvriers ou des ouvrières, ainsi que des agents des personnels administratif et technique de la marine en service ou en retraite ; 6 points aux fils d'agents appartenant aux autres personnels civils ou militaires de la marine, de même qu'aux orphelins dont les parents n'appartenaient pas au personnel de la marine.

2° Une certaine préférence est également donnée à l'âge, ainsi qu'aux membres d'une famille nombreuse.

Les candidats de 16 à 17 ans, ont 4 points de majoration et ceux de 15 à 16, 2 points.

2 frères ou sœurs plus jeunes donnent droit à 2 points, 3 frères ou sœurs à 6 points, 4 frères ou sœurs à 12 points, 5 frères ou sœurs à 20 points; enfin on ajoute 4 points de majoration pour chaque frère ou sœur invalide, et ces points se cumulent avec ceux qui sont attribués pour frères ou sœurs valides.

3° Les orphelins ou fils de veuves dont les pères, appartenant au personnel de la marine, ont été tués en remplissant un service commandé ou sont morts des suites de maladies contractées au service ont, indépendamment des points de majoration indiqués ci-dessus, la faculté d'être admis à l'âge de 13 ans pourvu qu'ils sachent lire et écrire.

4° Les autres candidats sont uniquement classés d'après leur nombre de points obtenus dans les compositions écrites et orales, portant sur la lecture, l'écriture, l'orthographe et l'arithmétique élémentaire. Cependant les candidats ayant fait un apprentissage pour l'une des professions dont l'arsenal a besoin, subissent un essai professionnel donnant un maximum de 10 points.

Les apprentis sont divisés en quatre classes, ils

s'élèvent par avancement de l'une à l'autre, mais ils ne peuvent atteindre la classe la plus élevée avant l'âge de 17 ans.

Les avancements en classe des apprentis sont prononcés par les directeurs sur la proposition des chefs d'atelier.

Aides-ouvriers. — Après un an de présence dans cette classe supérieure, les apprentis peuvent être nommés aides-ouvriers s'ils ont subi avec succès un « essai professionnel », devant une Commission composée d'un agent technique, d'un chef ouvrier et d'un ouvrier.

Ce sont les préfets maritimes ou les directeurs des établissements qui décident si les apprentis ayant encouru des punitions de mise à pied ou de rétrogradation doivent être congédiés ou nommés aides-ouvriers.

Les directeurs des arsenaux peuvent aussi admettre comme aides-ouvriers les élèves des écoles professionnelles et pratiques d'industrie désignées par un arrêté ministériel, qui sont munis du diplôme de sortie de ces écoles. Ils doivent être âgés de 18 ans au moins et de 19 au plus, n'avoir encouru aucune condamnation et avoir subi avec succès l'essai d'aide-ouvrier ; leur admission est alors prononcée s'ils sont reconnus, à la visite médicale, aptes au service des arsenaux.

Le recrutement de ces élèves des écoles professionnelles n'a pas jusqu'ici donné de très bons résultats ; ces jeunes gens affichent généralement de grandes prétentions et considèrent la condition d'aide-ouvrier de 2^e classe comme inférieure à celle qu'ils devraient avoir.

Les aides-ouvriers sont divisés en deux classes et leur avancement par classe est déterminé de la façon suivante :

Les aides-ouvriers en situation d'être nommés à une classe supérieure sont inscrits sur des listes dont le classement est déterminé au moyen de notes qui leur sont données par une Commission d'avancement.

Cette Commission se compose de l'Ingénieur ou de l'officier chargé de l'atelier, du chef d'atelier ou de chantier, d'un agent technique désigné par le sort parmi ceux de l'atelier ou du groupement, et de deux chefs-ouvriers ou ouvriers élus au scrutin secret.

Les membres de ces Commissions d'avancement doivent se réunir pour discuter les mérites des candidats dont les listes sont établies par classe.

On détermine le classement par des notes données dans les limites de 0 à 20 par les membres de la Commission ; ces notes portent sur deux éléments : la valeur professionnelle d'une part, le zèle et la conduite de l'autre ; on majore la somme

de ces deux notes d'un point par trimestre d'ancienneté dans la classe.

Enfin la liste du classement mentionnant le nombre total des points obtenus par les candidats, est soumise à l'approbation du directeur, puis affichée dans le chantier ou l'atelier; c'est d'après le classement de cette liste que le Directeur « concédera » les avancements à la date du 1^{er} janvier, dans la limite fixée par le Ministre.

Les aides-ouvriers qui ont atteint l'âge de 21 ans doivent accomplir leur service militaire, à moins que le Conseil de révision ne les en ait déclarés impropres; dans ce cas, ils ne peuvent rester dans les arsenaux sans subir une visite médicale qui doit constater leur aptitude ou leur inaptitude à ce service. En cas de refus lors de cette visite, ils peuvent subir une contre-visite devant le conseil de santé; s'ils sont refusés, ils doivent être congédiés dans les 15 jours qui suivent.

Ceux qui sont réformés au cours de leur service militaire peuvent être réadmis dans un délai de trois mois à dater de leur réforme si, comme pour les précédents, leur aptitude au service des arsenaux a été constatée par une visite médicale. Ces aides-ouvriers et ceux qui n'ont pas quitté les arsenaux restent dans la situation d'aides-ouvriers jusqu'au jour de la libération de leur classe mili-

taire ; ils sont alors admis dans la dernière classe des ouvriers.

Ouvriers. — Les anciens aides-ouvriers congédiés pour faire leur service militaire, ne jouissent pas seulement d'un tour de faveur pour leur réintégration comme avant le décret du 11 septembre 1903, mais ils sont réintégrés de droit dans la dernière classe des ouvriers, à condition de se présenter dans un délai de 3 mois après leur libération et d'être reconnus, après la visite médicale, aptes à servir dans les arsenaux. Seuls ceux qui auraient subi sous les drapeaux des condamnations pour « actes d'antimilitarisme » ne peuvent en aucun cas être réadmis ; le Préfet maritime statue dans le cas de punitions encourues pour refus d'obéissance.

Les ouvriers sont divisés en quatre classes et les avancements d'une classe à l'autre s'effectuent par les soins d'une commission d'avancement comme nous l'avons expliqué au sujet des aides-ouvriers. Ce système assez compliqué de notes attribuées par les membres de la Commission, et dont le nombre de points est majoré suivant l'ancienneté, amène naturellement parfois des surprises résultant de ces complications mêmes.

En dehors des commissions d'avancement, on a laissé aux directeurs une certaine action sur les

avancements ; ils peuvent en effet, en cours d'année, attribuer des points exceptionnels aux ouvriers qui se sont distingués par leur zèle ou leur capacité professionnelle, mais ils n'ont pas le droit de concéder plus de 8 points par individu, et 5 0/0 seulement des ouvriers annuellement avancés de classe sont admis à bénéficier de ces points exceptionnels.

C'est donc bien peu de chose qui a été laissé à l'initiative des directeurs et la cause en doit être attribuée à l'action ouvrière. — *Programme naval*, R. Ferrand, Berger-Levrault, 1908. — M. l'ingénieur de la marine, M. Ferrand, s'exprime ainsi dans son livre *Le Programme naval*, écrit en 1908 : « Une grève a failli éclater, l'an dernier, « à la seule nouvelle que le ministre demandait « des propositions en vue de l'avancement au « choix. Le public a jugé inadmissible cette prétention des ouvriers qu'aucune préférence ne « fût accordée aux travailleurs et aux habiles sur « les paresseux et les maladroits.

« On sera surpris sans doute de nous voir ne « pas partager l'avis du public ; on voudra bien « croire qu'il n'y a cependant là aucune flatterie « à l'adresse des ouvriers, c'est qu'en réalité, « ceux-ci avaient lieu de craindre que l'avancement au choix ne fût nullement donné au mérite, « mais uniquement à la faveur. »

Les ouvriers craignent en effet, et semble-t-il avec raison, comme le dit M. Ferrand, que le directeur et même les ingénieurs, se trouvant dans l'impossibilité de connaître les mérites de chacun d'eux, ne soient obligés de s'en rapporter aux avis des contremaîtres qui, originaires du même pays, appartenant au même milieu et souvent aussi à la même famille que leurs subordonnés, ne donnent des renseignements plus particulièrement favorables à leurs amis ou parents.

En dehors de ce favoritisme des contremaîtres, les ouvriers ont encore à craindre celui des hommes politiques.

Chefs-ouvriers. — Immédiatement au-dessus des ouvriers, il existe une catégorie de chefs-ouvriers divisés en quatre classes ; ce sont en quelque sorte des chefs d'équipe, qui tout en dirigeant le travail des ouvriers, sont astreints eux-mêmes au travail manuel. La proportion de leur effectif est de 10 0/0 de l'effectif total des chefs-ouvriers et des ouvriers immatriculés.

Ces chefs-ouvriers sont recrutés parmi les ouvriers de 1^{re}, 2^e et 3^e classe, qui n'ont pas atteint l'âge de 53 ans ; leur nomination est faite par les directeurs sur une liste dressée par la commission d'avancement. Cette liste est établie comme pour l'avancement de classe des ouvriers, si ce n'est

que le point de majoration par trimestre d'ancienneté dans la classe est remplacé par un point de majoration par année de service comme ouvrier. On inscrit par atelier un nombre de candidats égal au double des vacances prévues pour le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier suivants. Ces candidats inscrits une première fois sur la liste et non admis, sont de droit reportés en tête de la nouvelle liste l'année suivante ; en cas de nouvel échec, leur maintien sur la liste pour la seconde année est soumis de nouveau à l'examen de la commission d'avancement.

L'avancement par classe des chefs-ouvriers s'accomplit comme celui des ouvriers, à cette différence près que la commission d'avancement comprend deux chefs-ouvriers élus au lieu d'un chef-ouvrier et d'un ouvrier.

Les effectifs des différentes classes, aussi bien pour les chefs-ouvriers que pour les ouvriers sont calculés d'après les proportions suivantes :

les chefs-ouvriers de 1^{re} classe, 2 0/0 ;

les chefs-ouvriers de 2^e classe et ouvriers de 1^{re} classe, 7 0/0 ;

les chefs-ouvriers de 3^e classe et ouvriers de 2^e classe, 14 0/0 ;

les chefs-ouvriers de 4^e classe et ouvriers de 3^e classe, 20 0/0 ;

les ouvriers de 4^e classe, 57 0/0.

Ces proportions d'effectifs peuvent être dépassées dans certaines classes, mais à la condition qu'une compensation correspondante, introduite dans une ou plusieurs autres classes, vienne rétablir la moyenne des salaires, qui doit toujours être conforme à celle résultant des proportions réglementaires.

Discipline

C'est sans contredit au point de vue de la discipline que les ouvriers des arsenaux possèdent le plus de garanties ; le but semble même avoir été dépassé, car non seulement les ouvriers sont protégés contre une mauvaise application des peines disciplinaires, mais bien souvent des actes qui devraient être réprimés ne le sont pas à cause de la difficulté d'application des peines. Il faut en somme des fautes graves pour que les chefs se décident à mettre en mouvement le mécanisme compliqué sans lequel il n'est pas possible d'infliger une punition de quelque importance.

Exception faite de l'intervention des gendarmes maritimes pour expulser de l'arsenal les ouvriers en état manifeste d'ivresse ou auteurs de scandales, la surveillance pendant les heures de tra-

vail est faite exclusivement par le personnel technique.

Au point de vue disciplinaire il n'est pas fait de distinction entre les ouvriers et les apprentis; ceux-ci étant soumis aux mêmes peines et bénéficiant des mêmes garanties que les ouvriers.

Les peines disciplinaires qui peuvent être infligées aux ouvriers sont au nombre de six : l'avertissement, le blâme, la mise à pied pour une durée de un à quatre jours, la rétrogradation temporaire pour une durée de quatre jours à trois mois, la rétrogradation définitive et enfin le congédiement.

De toutes ces punitions, l'avertissement est la seule qui soit infligée directement par le chef d'atelier, elle consiste en une simple note écrite, remise personnellement à l'ouvrier et non enregistrée. Le blâme, qui est cependant encore une punition assez douce, puisqu'elle ne diffère de la précédente que par l'enregistrement à l'atelier, doit être infligé par l'ingénieur en chef de la section. Or, comment veut-on que l'ingénieur, dont le métier principal est, comme le dit M. Ferrand, *Programme naval* : « d'établir des plans et devis, « de se livrer à des études techniques, de préparer « des marchés, de faire des études de toutes « sortes, d'assister à des commissions, etc... » puisse infliger lui-même des punitions aussi béli-

gnesque le blâme? S'il lui était du moins suffisant de donner son appréciation à la demande de punition que lui ferait le contremaître, mais non il faut que lui-même entende l'intéressé.

Dans l'armée, où cependant le nombre des officiers est environ dix fois supérieur au nombre des ingénieurs dans les arsenaux, à égalité du nombre des hommes, on avait essayé d'enlever le droit de punir aux sous-officiers, on a été obligé de le rétablir comme indispensable à la bonne discipline des troupes.

La mise à pied temporaire peut être infligée uniquement par le Directeur, après audition de l'ouvrier intéressé et de l'ingénieur sous l'ordre duquel il est employé.

Les deux autres punitions, la rétrogradation et le congédiement, ont plus d'importance; ce sont même les seules qui présentent une certaine gravité car l'avertissement et le blâme ne signifient pas grand chose, et la mise à pied de un à quatre jours n'atteint guère que la famille de l'ouvrier qui se trouve ainsi privée de pain pendant quelques jours. Pour les deux peines disciplinaires vraiment sévères, des garanties étaient nécessaires en faveur de l'ouvrier; en effet toute son existence à venir était en jeu, mais encore ne fallait-il pas lui accorder des garanties de telle nature qu'elles fussent équivalentes à peu près à

la suppression même des peines. C'est pourtant ce qui avait été réalisé par le décret du 13 juin 1907 qui, en fait sinon en droit, donnait dans le conseil de discipline un plus grand nombre de voix au personnel ouvrier qu'au personnel dirigeant. En effet, ce conseil de discipline était ainsi composé : un officier président, un agent technique en chef, un agent technique, un chef ouvrier et un ouvrier. L'officier et l'agent technique en chef représentaient le personnel dirigeant; mais le simple agent technique qui, à première vue, pourrait être considéré comme appartenant au même personnel, participe beaucoup plus aux conditions générales du personnel ouvrier par ses origines et ses attaches; aussi était-ce presque toujours pour l'ouvrier qu'il votait.

Le décret du 12 mai 1912 a heureusement modifié cet état de chose, et l'on peut dire aujourd'hui que, dans la composition du conseil de discipline, la majorité appartient réellement au personnel dirigeant. Ce conseil comprend actuellement : un officier supérieur de la direction, président, un officier subalterne de la direction, un agent technique en chef ou principal de la direction, un chef ouvrier et un ouvrier, celui-ci étant remplacé par un second chef ouvrier, si c'est un chef ouvrier qui doit passer en jugement. L'agent technique en chef peut être considéré

comme faisant partie du personnel dirigeant puisqu'il a le rang d'officier et que son âge, son grade et ses relations le rendent suffisamment indépendant des ouvriers.

C'est au préfet maritime, dans les arsenaux, et aux directeurs, dans les établissements de la marine hors des ports, qu'il incombe de donner l'ordre d'envoi devant le Conseil de discipline pour les ouvriers qui se sont rendus coupables de fautes graves. Le Conseil composé comme nous venons de l'indiquer doit exclure de ses membres, les parents ou alliés de l'inculpé, jusqu'au quatrième degré inclusivement et, ce qui a lieu d'étonner, les auteurs de la plainte ayant motivé la comparution devant le Conseil et ceux qui ont émis un avis à son sujet, enfin les ouvriers ne sachant pas lire et écrire.

Combien nous sommes loin des règles ordinaires appliquées dans l'industrie privée où c'est généralement le contremaître qui congédie les ouvriers dont il a à se plaindre, ceux-ci n'ayant le plus souvent qu'un simple recours devant le directeur. N'est-ce pas vraiment aller un peu loin que d'exclure du Conseil de discipline non seulement l'auteur de la plainte, c'est-à-dire le plus souvent le contre-maître ou le chef immédiat de l'intéressé, mais même tous ceux qui auront émis un simple avis au sujet de cette plainte.

Le Conseil de discipline apparaît ainsi comme un véritable tribunal devant lequel la direction de l'arsenal intente à l'ouvrier un véritable procès. Ne serait-il pas plus logique, au contraire, de considérer l'intervention du Conseil de discipline comme l'extension du droit de punir individuel et ne serait-il pas tout naturel en ce cas de permettre à l'auteur de la plainte, c'est-à-dire à la personne la mieux renseignée, d'exercer une influence directe sur l'application de la peine ?

Le rapporteur qui a été nommé par le directeur, reçoit le dossier comprenant les différentes pièces relatives à la formation du Conseil de discipline, et, entre autres, le relevé général du service de l'inculpé ainsi que celui des punitions enregistrées à l'atelier et à la matricule. D'autres pièces peuvent être ajoutées s'il y a lieu.

L'officier rapporteur convoque l'inculpé et lui donne connaissance du dossier. Il doit entendre ses explications et recevoir les pièces qu'il peut avoir à fournir pour sa défense. Si l'inculpé veut faire présenter sa défense par un officier de la marine ou un officier en service à l'arsenal, il doit indiquer au rapporteur le nom de ce défenseur désiré, lequel n'est pas tenu d'accepter. Contrairement aux coutumes des procès civils, le défenseur n'assiste pas aux interrogatoires de l'inculpé ou des témoins, mais il peut, sur la demande de

l'inculpé, recevoir communication du dossier.

Le rapporteur fait une enquête en appelant, soit d'office, soit sur la demande de l'inculpé, les personnes dont les dépositions lui paraissent utiles, ou bien il les invite à fournir des renseignements par écrit. Toutes les pièces constituant le dossier sont communiquées à l'inculpé qui, sur la dernière pièce, inscrit la mention suivante (Je déclare avoir pris connaissance du dossier composé de tant de pièces).

Une fois son enquête terminée, le rapporteur en consigne les résultats dans un rapport, sans faire connaître son opinion, et adresse ce rapport avec le dossier au président.

Le président fixe la date de la réunion du conseil de discipline et, soit d'office, soit sur la demande de l'inculpé, il convoque les personnes qu'il juge utile d'appeler pour fournir des renseignements au conseil.

Les réunions du conseil ont lieu à huis clos; dans le cas où l'inculpé ne se présente pas, on passe outre. Après la lecture par le rapporteur de toutes les pièces du dossier et de son rapport, le conseil entend successivement et séparément toutes les personnes appelées par le président, celles-ci n'ont pas à prêter serment. Par l'organe du président, les membres du conseil et l'inculpé peuvent adresser à ces personnes toutes les ques-

tions qu'ils jugent utiles. Ensuite, quand ces personnes se sont retirées, l'inculpé présente ses observations, soit lui-même, soit par la bouche de son défenseur, et il doit avoir la parole le dernier. Immédiatement après l'audition de la défense, la clôture des débats est prononcée, et le président pose au conseil les deux questions suivantes :

1° Le chef-ouvrier, l'ouvrier ou l'aide-ouvrier est-il dans le cas d'être congédié ?

2° Le chef-ouvrier, l'ouvrier ou l'aide-ouvrier est-il dans le cas d'être rétrogradé définitivement ?

Les membres du conseil votent au scrutin secret par (oui) ou par (non). La majorité détermine l'avis du conseil.

Il est intéressant de remarquer que le conseil de discipline, qui, comme nous l'avons déjà dit, est un véritable tribunal, ne comporte pas de ministère public, ce qui est un grave défaut.

Le président remet au directeur le dossier de l'affaire, le procès-verbal contenant les résultats du scrutin et l'avis du conseil de discipline.

Le décret du 12 mai 1912 a soin de dire que les délibérations du conseil de discipline n'ont que le caractère d'un simple avis, mais cette déclaration est purement théorique ; et pratiquement le préfet maritime ne peut guère prendre un avis contraire

à celui du conseil de discipline, surtout s'il s'agit de l'aggraver.

Jusqu'au décret du 12 mai 1912, les ouvriers pouvaient en dehors de l'arsenal, se livrer à l'égard de leurs supérieurs aux menaces, aux outrages et aux violences qu'il leur plaisait sans avoir à craindre aucune peine disciplinaire. Tout ce que pouvait faire le supérieur ainsi traité, était de s'adresser à la justice civile, et il devait continuer l'exercice de ses fonctions et commander même les ouvriers qui l'avaient outragé, menacé, comme si rien ne s'était passé. Cette situation déplorable a heureusement cessé ; le préfet maritime, après avoir pris l'avis du conseil de discipline peut prononcer le congédiement contre tout ouvrier qui se sera rendu coupable des actes que nous venons d'indiquer.

Retraites

Après vingt-cinq années de service dans les arsenaux, les ouvriers immatriculés ont droit à une pension de retraite dont le taux, fixé par la loi du 8 août 1883 concernant les pensions de retraite du personnel non officier de la marine, oscille entre un minimum de 600 *francs* pour les ouvriers et de 700 *francs* pour les chefs-ouvriers,

et un maximum de 750 *francs* pour les premiers et de 900 *francs* pour les seconds. Chaque année de service au delà de 25 ans, donne droit à un supplément de pension égal à un vingtième de la différence entre le minimum et le maximum, lequel donc est acquis après 45 années de service, sans compter les bénéfices de campagne.

Les veuves des ouvriers immatriculés ont droit également à des pensions qui sont de 375 *francs* pour les veuves d'ouvriers et de 450 *francs* pour les veuves de chefs-ouvriers.

Ouvriers auxiliaires

La caractéristique des ouvriers auxiliaires est l'absence d'engagement, aussi bien de leur part que de celle de l'Etat. Le décret du 18 mai 1912 spécifie bien nettement que le titre d'ouvrier auxiliaire ne crée aucun droit à être maintenu d'une façon permanente au service de la marine. A ce sujet, il est intéressant de remarquer qu'aucun décret ne confère aux ouvriers immatriculés la permanence au service, c'est seulement par le fait de cette spécification très nette faite aux ouvriers auxiliaires que l'Etat semble reconnaître indirectement aux immatriculés le droit au maintien permanent dans le service de la marine.

On met d'ailleurs un certain tempérament au débauchage des ouvriers auxiliaires : ils doivent être avertis un mois à l'avance, et ce sont les derniers admis qui sont licenciés les premiers ; en outre on leur accorde des indemnités fixées sur la base d'une journée de travail par période complète de quatre mois de service, enfin, en cas de réadmission, un droit de préférence est accordé aux ouvriers licenciés.

Seuls les hommes de nationalité française ou naturalisés ayant moins de 45 ans et libérés de leurs obligations militaires dans l'armée active, peuvent être admis comme ouvriers auxiliaires.

Après un an de présence dans l'arsenal, les ouvriers auxiliaires inscrits maritimes et ceux qui appartiennent à la réserve de l'armée active et à l'armée territoriale, sont placés dans la non-disponibilité.

Les ouvrières doivent également être françaises et sont admises depuis l'âge de 18 ans jusqu'à l'âge de 40 ans. Dans le cas où le nombre des candidats ou des candidates ayant atteint l'âge maximum serait insuffisant, on peut en admettre de plus âgés, mais ne dépassant pas 55 ans.

Pour être admis, les candidats doivent subir avec succès un essai professionnel devant une commission ainsi composée : l'officier chargé de l'atelier où ils doivent entrer, le chef de cet atelier

et un chef-ouvrier. Leur aptitude physique nécessaire au service des arsenaux est constatée par une visite médicale. La commission d'admission ne se contente pas de reconnaître l'aptitude professionnelle, mais elle propose aussi aux directeurs la « taxation » des candidats en tenant compte du fini du travail exécuté devant elle et du temps employé à son exécution.

Cet essai ne donne lieu qu'à une admission provisoire, et c'est seulement au bout de six mois, si l'on est satisfait de leur conduite, de leur assiduité et de leur rendement professionnel, que ces ouvriers pourront être inscrits dans le cadre des ouvriers auxiliaires. Le stage ayant uniquement pour but de faire connaître, d'une façon précise, la valeur des candidats, n'est pas imposé à ceux qui auraient travaillé dans un autre établissement de la marine, lequel peut en effet fournir sur demande les renseignements nécessaires.

L'avancement des ouvriers auxiliaires, qui procède par prime de 8, 10, s'accomplit de la même manière que pour les ouvriers immatriculés ; la commission d'avancement est composée d'une façon analogue, sauf que les deux ouvriers auxiliaires y figurent à la place des deux ouvriers immatriculés. La liste est établie de même et ce sont aussi les directeurs, qui, d'après la moyenne fixée chaque année par le ministre, « concèdent »

les avancements, en suivant la liste établie par la commission.

Au point de vue disciplinaire, les peines encourues par les auxiliaires sont les mêmes que pour les ouvriers immatriculés; on ne peut pas toutefois infliger aux ouvriers auxiliaires la peine de la rétrogradation, puisqu'ils ne sont pas divisés en classes. Le conseil de discipline, à part la présence d'un ouvrier auxiliaire au lieu et place de l'ouvrier immatriculé, a la même composition et fonctionne de la même manière. Les mêmes conditions d'avancement et de discipline sont appliquées aux ouvriers auxiliaires.

Retraite

Elle est toute différente de celle que nous avons mentionnée plus haut, elle ne comporte pas de minimum et se trouve simplement constituée par des versements égaux effectués par les ouvriers et par l'Etat à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et s'élevant de part et d'autre à 4 0/0 du salaire. La limite d'âge pour la mise à la retraite est fixée à 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes ; par exception cependant, des ouvriers et ouvrières valides peuvent rester

au service de la marine pendant une ou plusieurs années au delà de cette limite jusqu'à 60 ans.

Arsenaux en temps de guerre

Comme nous venons de le voir, rien, en temps ordinaire, ne lie au service les ouvriers des arsenaux ; la marine ne peut pas les retenir, tout ce qu'elle peut faire, c'est d'opérer une retenue de 15 jours sur le salaire de ceux qui n'auraient pas demandé leur congédiement 15 jours à l'avance. En temps de guerre la situation du personnel ouvrier change complètement, celui-ci est militarisé et devient justiciable des tribunaux maritimes ; par suite, il doit être considéré, le cas échéant, comme ayant la qualité de belligérant.

Cette militarisation du personnel s'opère de deux façons différentes : 1° Par la retenue au service des arsenaux de tous les ouvriers mobilisables, excepté ceux qui ont moins de six mois de présence et qui doivent immédiatement rejoindre leur corps. 2° Par l'obligation imposée aux ouvriers trop jeunes ou trop âgés pour être mobilisés, de quitter immédiatement l'arsenal, sans possibilité d'y être jamais réadmis, ou bien de contracter un engagement volontaire pour servir

comme ouvrier pendant la durée de la guerre. La première catégorie, c'est-à-dire les ouvriers mobilisables et ayant plus de six mois de service, est de beaucoup la plus nombreuse et le droit de la retenir que possède la marine lui assure le maintien dans les arsenaux d'une partie importante de la main-d'œuvre. Quant aux hommes de la seconde catégorie, le moyen dont dispose la marine pour les conserver est presque aussi efficace qu'un droit, elle n'a pas à craindre en effet que ces ouvriers quittent l'arsenal sans espoir d'y rentrer, et cela dans un moment où il leur était particulièrement difficile de trouver ailleurs de l'emploi, ils seront au contraire trop heureux d'avoir leur existence assurée dans une période de crise.

Comme insigne de leur caractère militaire, les ouvriers mobilisés ou engagés portent un bonnet de travail semblable à celui des marins, et un brassard.

CHAPITRE III

Salaires

Les salaires constituant l'élément capital quand il s'agit de comparer le rendement de la main-d'œuvre dans les arsenaux et établissements de la marine à celui de l'industrie privée, nous avons cru devoir consacrer à cette question du salaire un chapitre général englobant à la fois les ouvriers immatriculés et les ouvriers auxiliaires.

Les salaires sont déterminés d'une façon très différente pour ces deux catégories :

Les ouvriers immatriculés ont droit à un salaire fixe et établi par le ministre. Les salaires sont réglés actuellement par le décret du 12 mai 1912, différant suivant la classe et le grade, mais identique, dans tous les établissements de la marine. Les auxiliaires ne touchent que le salaire normal de la région, qui, par conséquent, peut présenter

de notables différences selon la situation de l'établissement.

Ouvriers immatriculés. — Les apprentis reçoivent tous un salaire qui, de 0 fr. 60 pour la 4^e et dernière classe, s'élève à 2 francs pour la 1^{re} classe par augmentations successives de 0 fr. 50, sauf la première augmentation qui n'est que de 0 fr. 40. Les aides-ouvriers ont des salaires de 2 fr. 50 et de 3 francs. Le plus bas salaire d'ouvrier dans la 4^e classe est de 4 francs ; par augmentations successives de 0 fr. 50, il s'élève jusqu'à 5 fr. 50 pour les ouvriers de la 1^{re} classe. Les chefs-ouvriers, qui, comme nous l'avons déjà vu, sont divisés en classes de la même façon que les ouvriers, ont des salaires de variant 4 fr. 50 à 6 francs, par augmentations successives de 0 fr. 50. Il y a encore une autre catégorie de salaires attribués par transition aux ouvriers manœuvres, ceux-ci ne devant plus désormais être recrutés qu'en qualité d'ouvriers auxiliaires ; ces salaires sont de 4 francs à 4 fr. 50 pour les ouvriers, et de 4 francs à 5 francs pour les chefs-ouvriers.

Avant le décret du 12 mai 1912, il existait une 5^e classe d'ouvriers au salaire quotidien de 3 fr. 50. Les crédits votés par le Parlement ne permettant pas d'élever d'emblée tous ces ouvriers à la classe supérieure, ils le seront progressivement au fur

et à mesure que les crédits le permettront. La réforme devra être achevée le 1^{er} janvier 1915.

Ouvriers auxiliaires. — Pour déterminer le salaire des ouvriers auxiliaires, qui doit avoir pour base le salaire moyen des industries similaires de la région, ou s'il n'en existe pas, la cherté de la vie dans la localité, on établit, par profession, dans chaque port ou établissement de la marine une échelle de salaires journaliers fixant un salaire minimum et un salaire maximum.

Bien qu'encore assez faibles, les salaires des ouvriers immatriculés ont subi une très sensible amélioration depuis une dizaine d'années ; cette amélioration est particulièrement sensible dans les classes inférieures. En effet, un décret du 2 octobre 1900 établissait ainsi les salaires des chefs-ouvriers et ouvriers de spécialités : chefs-ouvriers, salaire minimum 4 fr. 20, salaire maximum 5 fr. 70 ; ouvriers, salaire minimum 2 fr. 50, salaire maximum 5 francs. Le décret du 12 avril 1902, en supprimant la 4^e classe des ouvriers de spécialité et la 2^e classe des manœuvres (catégorie d'ouvriers qui actuellement n'est plus recruté que parmi les auxiliaires), élevait les salaires minima des ouvriers permanents à 3 francs. Ce minimum fut porté à 3 fr. 50 pour les ouvriers de spécialité par le décret du 13 juin 1907 qui, en

même temps, éleva le salaire maximum des chefs-ouvriers à 6 francs, chiffre qu'il n'a pas encore dépassé aujourd'hui.

Donc, en 1900, le salaire minimum dans les arsenaux était de 2 fr. 50, et le salaire maximum de 5 fr. 70, tandis qu'actuellement le salaire minimum réglementaire est de 4 francs et le salaire maximum de 6 francs. Le salaire minimum a par conséquent été augmenté de 1 fr. 50, tandis que le salaire maximum n'a été augmenté que de 0 fr. 30.

On peut se demander si cette tendance très marquée à l'uniformisation des salaires, qui, au point de vue humanitaire, est certainement un bien, n'a pas le grave défaut de diminuer l'ardeur des ouvriers en diminuant l'intérêt à l'avancement.

Le soin d'établir cette échelle de salaires en tenant compte des avis émis par les chambres de commerce et les syndicats professionnels, est confié à une commission spéciale de représentants de chacune des directions intéressées et de deux ouvriers auxiliaires choisis parmi ceux qui font partie des commissions d'avancement.

Le préfet maritime doit approuver l'échelle de salaires ainsi établie, et aucune révision ne peut en être faite sans employer la même procédure.

C'est le directeur qui, sur la proposition de la commission d'admission, assigne aux ouvriers

admis dans les arsenaux leur situation respective relativement à l'échelle des salaires.

La moyenne des salaires des ouvriers auxiliaires est peu élevée ; elle était, au 1^{er} janvier 1912, de 4 fr. 016, mais, si l'on élimine la catégorie des manœuvres, très nombreux parmi les ouvriers auxiliaires, on trouve que le salaire moyen est plus élevé pour les ouvriers auxiliaires que pour les ouvriers immatriculés.

Travail aux primes ou aux pièces. — Indépendamment des salaires journaliers en question, il existe, et il a presque toujours existé dans les arsenaux, des salaires à la pièce, plutôt des primes à la production, applicables aussi bien aux ouvriers immatriculés qu'aux ouvriers auxiliaires, mais, contrairement aux usages souvent admis dans l'industrie privée, où l'allocation touchée par l'ouvrier payé à la pièce dépend uniquement du travail exécuté, les ouvriers des arsenaux ont toujours droit à leur salaire journalier, dit salaire matriculaire, de sorte que si la prime à la production vient à modifier leur salaire, ce ne peut être jamais que pour y ajouter un supplément.

Cette garantie d'un salaire journalier normal présente un très grand intérêt, car, dans la plupart des usines, qu'elles appartiennent à l'industrie d'Etat ou à l'industrie privée, c'est une partie

seulement du personnel qui peut être rémunérée à la pièce, l'autre partie devant nécessairement, par la nature même de son travail, être rémunérée au temps. Or, il arrive dans ces conditions que la détermination du salaire d'après la quantité du travail produit aboutit à l'exploitation de l'ouvrier par le patron.

En effet, comme il est nécessaire dans tout établissement industriel de maintenir une certaine harmonie entre les différents taux des salaires journaliers, qu'ils soient au temps ou à la pièce, les tarifs aux pièces sont souvent établis sur la production des ouvriers très forts et très grands producteurs de travail. On évite de cette façon que certains individus puissent se faire un chiffre de salaire excessif, ce qui ne manquerait pas de faire naître les réclamations des ouvriers conservant un salaire au temps et n'ayant pas en conséquence la possibilité de l'augmenter. Mais l'on peut aboutir aussi au surmenage des ouvriers sans compensation légitime pour eux, les ouvriers robustes ne recevant qu'un salaire légèrement supérieur à celui qu'ils touchaient antérieurement, et les ouvriers faibles se trouvant réduits à la presque impossibilité d'augmenter le chiffre de leur ancien salaire au temps.

Quand l'ouvrier est plus avisé, et qu'il a compris l'impossibilité où il est d'augmenter sensi-

blement son salaire, il pratique ce que M. Wislow Taylor appelle la flânerie systématique (1) :

« C'est dans le mode de travail aux pièces que l'art
« de la flânerie systématique est parfaitement
« développé; lorsque l'ouvrier a vu le prix de la
« pièce qu'il produit, baisser deux ou trois fois,
« parce qu'il a travaillé plus vite et augmenté son
« rendement, il est porté à abandonner entière-
« ment le point de vue de son patron et s'obstine
« dans la résolution de ne plus subir de réduction
« de tarif, si la flânerie peut l'en préserver. Mal-
« heureusement pour le caractère de l'ouvrier, la
« flânerie implique une tentative délibérée de
« tromper son employeur, en sorte que des
« ouvriers francs et droits se voient contraints à
« devenir plus ou moins hypocrites. Bientôt le
« patron leur apparaît comme un antagoniste,
« sinon comme un ennemi, et la confiance mu-
« tuelle qui existait entre le chef et ses subordon-
« nés, l'enthousiasme, le sentiment qu'ils travail-
« laient tous au même but et profitaient ensemble
« du résultat, font totalement défaut. » Il y a donc
deux alternatives : ou bien l'ouvrier augmentera
son rendement et il sera exploité, ou bien il con-
tinuera à travailler de la même façon qu'aupara-
vant, quand il était payé au temps et alors, dans

1. *Principe d'organisation scientifique des usines.*

ce cas, l'application du salaire aux pièces ou à la tâche n'aura eu aucun bon résultat.

C'est pourquoi les syndicats se sont tant élevés contre le salaire à la pièce, et l'on doit reconnaître que généralement ils avaient raison.

En assurant toujours à l'ouvrier des arsenaux son salaire matriculaire, on peut à la fois permettre aux hommes d'une bonne constitution de gagner davantage, et l'on garantit toujours aux hommes d'une constitution plus faible un salaire journalier raisonnable, sans surmenage.

Il ne faudrait pas croire cependant que l'application dans les arsenaux de ces primes à la production n'ait pas donné lieu à de grandes difficultés et à des réclamations fréquentes. L'une des premières difficultés vient du nombre très restreint d'ouvriers pour lesquels on peut adopter ce système de primes. Une grande partie des travaux n'étant jamais exactement les mêmes, il est impossible de fixer d'avance le temps nécessaire à leur exécution ; pour d'autres travaux, toujours à peu près semblables, mais exigeant un très grand soin, on considère comme dangereux d'encourager l'ouvrier à les faire vite, car il peut ainsi être tenté d'y mettre moins de soin. Aussi, dans les arsenaux, pour l'année 1911, est-ce seulement 1/4 0/0, environ du salaire, qui a été distribué en primes, ce qui donne une proportion d'environ

9 0/0 seulement des ouvriers ayant bénéficié des primes à la production. Par contre, dans l'établissement de Guérigny, où le travail en série peut être couramment organisé, on a distribué en primes 20 0/0 du salaire, c'est-à-dire que la majorité des ouvriers ont bénéficié de cet avantage.

Les syndicats n'ont pas considéré comme suffisantes les garanties qui leur avaient été données par l'assurance d'un salaire normal, quelle que fut la quantité de travail produit, et ils se sont élevés à plusieurs reprises avec beaucoup de vigueur, contre les dangers du surmenage que laissait subsister, suivant eux, l'application des primes à la production. Le département de la marine fit droit à ces réclamations et, en 1902, il supprima les primes à la production, en attendant d'avoir trouvé un moyen de stimuler l'ardeur des ouvriers, tout en les garantissant contre le surmenage.

Sur ces entrefaites, la circulaire du 7 janvier 1903, diminua le nombre d'heures de la journée de travail, qui, de dix heures, fut abaissée à huit heures, sans réduction de salaire. En accordant cette diminution de la journée de travail, on avait fait entendre aux ouvriers qu'ils devaient accomplir la même quantité de travail en huit heures qu'en dix.

Le peu d'activité que montraient alors les

ouvriers des arsenaux rendait facile la réalisation de cette condition, car, comme on l'a dit ironiquement en parlant des ouvriers (1) : « On doit leur savoir gré de consentir à travailler quelques heures par jour. » Mais, petit à petit, la condition à laquelle avait été accordé cet avantage, fut oublié et l'activité se ralentit à un tel point que maintenant, et depuis plusieurs années déjà, l'heure de travail n'est pas plus productive qu'autrefois. Ceci explique que, pendant quelques années, on ait laissé de côté la question du travail à la pièce et des primes à la production, puis qu'on ait été obligé d'y revenir en 1907, pour stimuler l'ardeur des ouvriers.

Seulement, les primes établies à cette époque différaient un peu des précédentes : le salaire matriculaire étant toujours garanti, bien entendu, la prime était allouée à la collectivité composant l'atelier, au lieu de l'être à chaque ouvrier individuellement. A la fin d'un travail exécuté collectivement, elle était répartie entre les ouvriers au prorata du nombre de journées, sans tenir compte des différences de salaires. Ce système de répartition donna un très mauvais résultat, car il assurait aux ouvriers ne faisant rien ou à peu près, le même profit qu'aux bons travailleurs. Devant de

1. M. Ferrand, *Programme naval*.

nombreuses réclamations fondées, on fut obligé de supprimer les primes collectives.

Cependant, pour couper court à toute réclamation concernant le surmenage, le département de la marine a décidé en 1908 de fixer une limite de production au delà de laquelle on n'accorderait plus d'avantages pécuniaires, et, pour fixer cette limite, on prit comme base, la production moyenne de la journée de dix heures, c'est-à-dire, que des primes sont accordées aux ouvriers qui augmentent leur production quotidienne, et que ces primes cessent de croître, dès que le gain de temps est supérieur à la différence entre huit et dix.

Autrement dit, on demande à l'ouvrier de faire en huit heures ce qu'il faisait en dix, mais on ne l'invite pas à en faire davantage. Assurément, avec cette double garantie d'un salaire minimum et de la limitation des primes, les ouvriers ne peuvent plus être exploités et n'ont plus de tendance à se surmener ; mais, d'autre part, on supprime ainsi le principal avantage du salaire à la pièce, qui est la juste rétribution de l'ouvrier, proportionnellement à la quantité de travail produit. On protège les faibles, les maladroits et les inintelligents, mais on n'encourage pas les intelligents, les adroits et les forts à tirer parti de leurs qualités.

En thèse générale, le surmenage de l'ouvrier est un fait certain, et, dans l'industrie privée, il

se produit fréquemment ; mais pour qu'il se produise, il ne suffit pas que l'ouvrier soit rétribué à la pièce, il faut aussi, et ceci est indispensable, que la journée de travail soit longue. En travaillant douze heures par jour, d'une façon intensive, un ouvrier même robuste peut se surmener ; quand la journée de travail est réduite à dix heures, les individus d'une constitution faible peuvent peut-être encore dépasser la limite de leurs forces ; mais si l'on se contente de huit heures de travail par jour, le surmenage ne paraît plus possible si ce n'est pour les individus réellement malades. Il semble même nécessaire, pour qu'une journée de travail aussi réduite ait un intérêt économique, d'exiger des ouvriers un travail intensif, les seize heures de liberté qui leur sont laissées journalièrement leur permettant de se reposer de ces quelques heures de travail assidu. Quand la journée de travail dans les arsenaux était fixée à dix heures, les réclamations des syndicats au sujet du surmenage étaient encore admissibles, mais il est difficile de comprendre comment on a pu tenir compte des réclamations de cette sorte après avoir réduit à huit heures la présence des ouvriers à l'arsenal :

Limitier le nombre d'heures de travail, c'est un moyen d'empêcher le surmenage ; limiter les primes à la production, c'est un autre moyen d'arriver au même résultat, tout en conservant une

assez longue journée de travail ; mais il paraît tout à fait illogique d'employer ces deux systèmes à la fois.

Exceptionnellement, la limite fixée aux avantages pécuniaires qui récompensent l'intensité de la production peut avoir un grand intérêt, quand il s'agit d'appliquer ce système aux ouvriers assujettis à des travaux particulièrement délicats, et pour lesquels il serait dangereux d'encourager la rapidité d'exécution.

En prenant pour base le temps raisonnablement nécessaire à une bonne exécution, on peut, d'une part, au moyen des primes, inviter l'ouvrier à réaliser ce minimum de temps, et, d'autre part, conserver des garanties pour le fini du travail, en arrêtant le jeu des primes dès que le minimum de temps fixé préalablement, serait atteint. De cette façon, on a déjà pu faire bénéficier d'une partie des avantages du salaire à la pièce un certain nombre d'ouvriers rétribués jusqu'alors au temps. Dans l'atelier de construction et de réglage des torpilles, à Toulon, l'application de ce système a donné de très bons résultats. Toutefois, qu'il s'agisse d'ouvriers immatriculés ou d'ouvriers auxiliaires, la proportion des travailleurs avec primes est excessivement faible, et l'impossibilité de prévoir d'avance, avec précision, le temps nécessaire à l'accomplissement de beaucoup de

travaux, empêchera d'augmenter d'une façon très sensible le nombre de ces ouvriers. Actuellement, c'est à peine 12 0/0 des ouvriers, sur l'ensemble des arsenaux, qui bénéficient d'un travail sur tarif, et les autres, c'est-à-dire, environ 88 0/0, sont uniquement rémunérés d'après leur nombre d'heures de travail.

Pour cette importante majorité, le département de la marine s'est préoccupé de trouver un stimulant au travail permettant d'augmenter le gain, souvent mal proportionné à la quantité de travail produit. Une dépêche ministérielle du 30 août 1911 s'exprime ainsi à ce sujet : « Il serait équitable, en pareil cas (il s'agit des ouvriers ne pouvant bénéficier des primes à la production), d'accorder à ces ouvriers, à titre de compensation, *des primes de travail*. Ces primes de travail différentes des primes à la production, seraient en somme, à peu près semblables à des gratifications accordées par les chefs, suivant les qualités professionnelles de leurs subordonnés. Le gros défaut du système, c'est l'appréciation arbitraire du rendement de l'ouvrier, par ses chefs. Comment les ouvriers, qui, par la crainte d'un régime de faveur, ont exigé des garanties importantes pour la détermination de leur avancement, accepteraient-ils que des gratifications soient distribuées, d'une façon arbitraire, à certains d'entre eux.

Comme nous l'avons déjà indiqué, la journée de travail est de huit heures, mais il arrive assez fréquemment qu'en vue d'accomplir des travaux urgents on augmente le nombre d'heures normal, c'est ce qu'on appelle les travaux *hors cloche*, c'est-à-dire exécutés hors des limites de temps fixés d'ordinaire par la cloche de l'arsenal pour l'entrée et la sortie régulière des ouvriers.

Exceptionnellement on a recours aux travaux de nuit ; mais, le plus souvent, on prolonge de deux heures la journée de travail qui est ainsi de dix heures.

Les ouvriers, grâce au régime de la journée de huit heures, ont un certain nombre d'heures disponibles par jour, et ne demandent pas mieux que d'augmenter leur nombre d'heures de travail journalier, à la condition d'augmenter leurs salaires. Si les heures supplémentaires étaient payées au même taux que les autres heures de la journée, ils considéreraient déjà comme un avantage cette augmentation de leur temps de présence à l'arsenal, mais ces deux heures supplémentaires étant payées un quart en plus des heures normales, le prolongement de la journée de travail devient, pour les ouvriers des arsenaux, la plus grande récompense à laquelle ils puissent prétendre.

Cet état de choses est très préjudiciable au bon

rendement de la main-d'œuvre, surtout étant donné que les ouvriers rémunérés au temps sont de beaucoup les plus nombreux. N'est-il pas à craindre, en effet, que dans l'espérance de rendre nécessaire l'augmentation des heures de travail, une grande partie des ouvriers ne ralentissent systématiquement leur activité, surtout quand ils participent à des travaux qu'ils savent très urgents. Il y a là un véritable abus ; que les heures de travail de nuit soient rémunérées avec majoration d'un quart, cela est à peine suffisant ; mais il est certainement tout à fait exagéré de considérer comme aussi pénibles les deux heures de travail de jour, qui, s'ajoutant aux huit heures régulières, donnent un total ne dépassant pas la journée normale de presque tous les ouvriers de l'industrie privée.

Allocations spéciales. — Les travaux qu'on est obligé d'exécuter dans des conditions particulièrement pénibles et dangereuses, donnent lieu à l'allocation d'indemnités fixées par décision du ministre. Les ouvriers participant à des essais à la mer, ont droit à plusieurs indemnités distinctes les unes des autres et comprenant :

1° Une indemnité fixe d'embarquement de 2 fr., pour les chefs-ouvriers ou ouvriers faisant fonc-

tion de chefs de chauffe ou de chefs d'équipe, et de 1 fr. 50 pour les ouvriers ordinaires ;

2° Une allocation pour travail pénible accordée aux ouvriers qui sont obligés de séjourner au contact des machines ou chaudières en fonctionnement ; cette allocation variable est de 0 fr. 50 à 1 fr. 75 l'heure pour les chefs-ouvriers, et de 0 fr. 25 à 1 fr. 50 pour les simples ouvriers, selon la nature de l'essai. La première heure est indivisible et les autres heures se décomposent en fraction de $\frac{1}{5}$ par période de douze minutes ;

3° Un salaire journalier spécial, calculé à la fois sur la durée de travail effectif et sur le temps de présence à bord. Chaque heure de présence à bord au travail ou au repos est rémunérée à raison de $\frac{1}{10}$ de la solde matriculaire de cette période.

Comme nous l'avons fait observer déjà, la journée de huit heures de travail laisse aux ouvriers un certain nombre d'heures disponibles qui, à ce qu'il nous semble, devraient précisément avoir pour but de leur permettre de s'occuper de leurs affaires personnelles et domestiques. En demandant cette journée de huit heures, les ouvriers et ceux qui soutenaient leur cause ont prétendu, qu'en réduisant ainsi le nombre d'heures de travail, on permettrait en effet aux ouvriers de s'occuper de leurs affaires personnelles, ce qui était tout aussi indispensable aux travailleurs qu'à n'importe quels

autres citoyens. Ce raisonnement, si l'on fait abstraction du cabaret, peut se comprendre, mais comment alors la marine autorise-t-elle des ouvriers à s'absenter des arsenaux tout en leur conservant leur salaire pour aller prendre part à des congrès corporatifs ? Comment permet-elle aussi les mêmes absences dans les mêmes conditions pour l'exercice de fonctions électives ?

Il y a des ouvriers qui, étant maires ou conseillers municipaux, passent presque tout leur temps en dehors de l'arsenal à remplir les devoirs que leur imposent ces autres fonctions et qui n'en sont pas moins rétribués. Une circulaire du 28 décembre 1912 vient très heureusement de réduire les facultés de s'absenter pour l'exercice des fonctions électives. Ces abus ont quelque chose de criant et il nous semble qu'en pareil cas il faudrait au moins être logique. Si l'on admet une courte journée de travail, qu'au moins on exige la présence à l'arsenal pendant ces quelques heures ; si, au contraire, on conserve une longue journée de travail, il sera alors très admissible d'accorder des permissions même avec maintien du salaire. Mais qu'on n'accorde pas ces deux faveurs à la fois, l'une devant entraîner logiquement la suppression de l'autre.

CHAPITRE IV

Application de la législation ouvrière au personnel ouvrier de la marine

Les arsenaux et établissements de la marine sont soumis aux prescriptions des lois édictées en faveur des ouvriers sur les secours, les retraites et la protection du travail.

Ainsi que dans tout établissement industriel privé, l'application de ces lois doit y être officiellement constatée. Toutefois, comme il était impossible pour des raisons majeures intéressant la défense nationale, d'accorder aux inspecteurs du travail la libre entrée dans les arsenaux, on a dû faire remplir leurs fonctions par des agents mêmes du département de la marine. Elles sont réparties entre les fonctionnaires du contrôle, l'inspecteur général du génie maritime et les officiers du corps de santé de la marine, suivant leur compétence respective. Les fonctionnaires du

contrôle doivent s'assurer de la bonne application des règlements relatifs à la protection du travail ; l'inspecteur général du génie maritime doit veiller à ce que, dans les ateliers et sur les chantiers, toutes les mesures de précaution soient prises pour éviter les accidents aux ouvriers travaillant à proximité des machines ; enfin, les officiers du corps de santé doivent s'assurer que ces mêmes ouvriers travaillent dans les conditions d'hygiène requises.

Au sujet des secours en cas d'accidents et de maladie, le département de la marine assure aux ouvriers auxiliaires les mêmes avantages qu'aux ouvriers immatriculés et, comme on le verra plus loin, c'est seulement pour la constitution des retraites en cas d'accidents, qu'il est établi une distinction entre ces deux catégories d'ouvriers.

Il est bien entendu que, dans un cas comme dans l'autre, ces allocations ne peuvent descendre au-dessous du minimum fixé par la loi, et que ce sont seulement des avantages plus ou moins considérables qui peuvent être accordés à une catégorie ou à l'autre par le département de la marine.

En dehors de toute question d'accidents ou même de maladie pouvant provenir de la profession, et prévus par la loi, tous les agents du personnel ouvrier sont traités aux frais de l'Etat dans les hôpitaux de la marine pour tous les cas

de maladie, quelle qu'en soit la provenance ; ceux qui préféreraient se faire soigner chez eux, peuvent y être autorisés par leur directeur. En plus des soins médicaux, aussi bien dans le cas de traitement à domicile que dans celui d'hospitalisation, ils reçoivent la moitié de leur salaire, cette allocation ne pouvant toutefois se prolonger au delà de 45 jours consécutifs, ni être attribuée plus de 90 jours ouvrables par an, sans autorisation spéciale donnée par le préfet maritime ou le directeur de l'établissement.

Les ouvriers auxquels le service de santé a reconnu des maladies incurables, et qu'il a déclaré impropres à tout service dans l'arsenal, doivent être congédiés par le directeur.

En ce qui concerne les dangers de la profession d'ouvrier, le département de la marine avait déjà pris depuis longtemps la responsabilité du risque professionnel, et ne s'était même pas contenté de devancer l'application de la loi d'ordre public du 9 avril 1894 obligeant le patron à secourir et à pensionner l'ouvrier en cas d'accident survenu en service, mais il accordait même des soins et des pensions aux ouvriers immatriculés atteints de maladies professionnelles qui sont encore exclues de la loi de 1898.

Donc, en cas d'accident ou de maladie professionnelle, tous les ouvriers, aussi bien les auxi-

liaires que les immatriculés, sont hospitalisés ou soignés à domicile, et, pendant tout le temps que dure leur incapacité de travail, ils reçoivent les trois quarts de leur salaire ; si même ils sont envoyés aux eaux thermales, ils reçoivent pendant le voyage aller et retour la totalité de leur salaire, cumulativement avec l'indemnité de route. Toutefois, pendant la période de soins, les ouvriers auxiliaires peuvent demander à être placés sous le régime de la loi de 1898, ils n'y auraient du reste que du désavantage, sauf dans le cas d'affiliation à une société de secours mutuels.

Au sujet des retraites en cas d'incapacité de travail, seuls les ouvriers ayant droit à une pension sur le trésor public, c'est-à-dire les ouvriers immatriculés, peuvent bénéficier d'une pension en cas d'incapacité de travail résultant de maladie professionnelle ; théoriquement, ces ouvriers n'ont droit qu'à des pensions « pour blessures ou infirmités résultant du service », mais en fait, des maladies telles que la tuberculose ont été classées parmi ces infirmités, les ouvriers auxiliaires n'ont aucun droit à ces pensions ; et même en cas d'incapacité de travail provenant d'accidents professionnels, c'est la loi du 9 avril 1898 qui règle leurs pensions.

La pension dont bénéficient les ouvriers immatriculés pour blessures reçues en service est

réglée d'une façon toute spéciale : on leur accorde le maximum de la pension de retraite de leur grade, avec augmentation de 30 0/0 en cas de cécité ou d'amputation des deux membres ; le maximum de la pension de leur grade sans majoration pour « l'amputation d'un membre ou la perte absolue de l'usage des deux membres, ou bien des infirmités équivalentes », le minimum de la pension de leur grade augmenté de $\frac{1}{20}$ de la différence entre le minimum et le maximum, et le maximum par année de service, en cas de perte absolue de l'usage d'un membre ou « d'infirmités équivalentes » ; enfin pour les infirmités « moins graves », mais ne permettant pas à l'ouvrier de rester au service de la marine ni de pourvoir à sa subsistance, on accorde le minimum de la pension du grade ; les augmentations de $\frac{1}{20}$ entre le minimum et le maximum n'étant comptées que si l'intéressé a plus de 25 années de service. Contrairement aux prescriptions de la loi sur les accidents du travail, ces pensions sont réversibles sur la tête de la veuve sans qu'il soit nécessaire d'établir une corrélation entre la blessure et la mort du mari.

Comme on le voit, la détermination de ces pensions est bien compliquée et bien confuse ; dans le dernier cas, par exemple, s'agit-il d'une incapacité absolue ou partielle du travail ? Il est dit tout sim-

plement que l'ouvrier doit être dans l'impossibilité de pourvoir à sa subsistance, ce qui est assez vague, étant donné les conditions prescrites dans les cas précédents ; s'il s'agit d'une incapacité absolue, la pension est faible, dans le cas contraire elle est assez forte.

Heureusement que la loi d'ordre public sur les accidents du travail étant toujours la règle générale, le département de la marine accorde des secours complémentaires, en cas de différence entre l'application de cette loi et la quantité fixée par son propre règlement. Il en résulte une situation particulièrement bizarre, c'est que dans le cas où l'intéressé est victime d'un accident grave qui le rend incapable de travailler, il aura une pension plus forte s'il est amputé de deux membres que s'il perd complètement l'usage de ces mêmes membres ; les distinctions établies par la loi de 1898, incapacité absolue ou incapacité partielle, sont beaucoup plus logiques ; en effet, au point de vue retraites, l'essentiel est de savoir, non pas si l'ouvrier a subi plus ou moins d'amputations, mais s'il est incapable ou non de travailler.

Les directeurs des arsenaux ont à leur disposition un fond de secours, calculé sur le taux de 1 fr. 50 par ouvrier et par an, qui leur permet d'allouer des secours immédiats à des ouvriers nécessiteux ou à leurs familles. Des secours excep-

tionnels peuvent en outre être accordés par le Ministre, sur la proposition des directeurs.

En cas de décès d'un ouvrier auxiliaire, la veuve ou les orphelins reçoivent une allocation égale à l'indemnité de licenciement qui aurait été attribuée à l'ouvrier, si, au jour de son décès, il avait quitté l'arsenal ou l'établissement par suite de manque de travail.

Les ouvrières reçoivent, en cas d'accouchement, la moitié de leur salaire journalier pendant les trente jours qui précèdent et pendant les vingt jours qui suivent, elles touchent en outre une indemnité spéciale de 50 francs. Les ouvrières qui nourrissent elles-mêmes leurs enfants, touchent, depuis le jour de la naissance, une indemnité mensuelle d'allaitement de 40 francs par mois pendant huit mois. Le département de la marine améliore ainsi le sort des ouvrières, qui dans les conditions particulières que nous venons d'indiquer, sont encore peu protégées par la législation française.

La protection des ouvriers des arsenaux est établie d'une façon générale par les lois d'ordre public applicables dans toutes les industries, c'est ainsi que la journée de travail dans les ateliers où se trouvent les apprentis y est limitée à dix heures conformément à la loi du 30 mars 1900, que le repos hebdomadaire à accorder aux ouvriers y est

déterminé conformément à la loi du 13 juillet 1906 ; il en est de même de toutes les dispositions relatives à l'affichage et à la publicité des dérogations ou exceptions apportées au repos hebdomadaire.

Cependant, les prescriptions édictées par ces lois ne servent que de base au département de la marine, l'application devant en être faite dans les arsenaux d'après les décrets et règlements édictés par le Ministre ; c'est ainsi que les préfets maritimes et les directeurs des établissements hors des ports peuvent, dans les limites fixées par le règlement du 28 mars 1902, prolonger les heures de travail pour opérer le nettoyage de machines que l'on ne peut arrêter, pour exécuter les travaux de grosse métallurgie ou autres, qui ne peuvent être interrompus à volonté, et pour procéder aux opérations urgentes exigées par les mesures de sauvetage. S'il s'agit au contraire de travaux exceptionnels, qui doivent être exécutés rapidement dans l'intérêt de la défense nationale, la durée du travail peut être prolongée au delà de la limite fixée par les règlements, mais alors l'intervention du ministre est nécessaire pour fixer la limite de prolongation et déterminer la nature des travaux auxquels s'appliquera cette prolongation.

Toutes les mesures prises par la marine relativement à la salubrité et à la sécurité des travail-

leurs sont, tout au moins sur le papier, des plus complètes et des plus minutieuses : Circulaire du 31 octobre 1901 concernant la propreté de tous les locaux, décret du 29 novembre 1904 sur les moyens à employer pour permettre l'évacuation des poussières, gaz, vapeurs, etc..., sur les différents dispositifs d'aération et de chauffage des ateliers ; sur les dispositions de sûreté qui doivent être installées pour le nettoyage et le graissage des transmissions et mécanismes, sur les mesures de protection contre la rupture des meubles tournant à grande vitesse. Décrets du 18 juillet 1912 et 15 juillet 1904, concernant l'emploi des peintures à la céruse. Règlement du 13 février 1910 déterminant les mesures d'épreuve et d'entretien relatives aux chaudières à construire. Règlement du 27 juillet 1912 pour prévenir les accidents et assurer l'hygiène du travail, etc... Tous ces décrets et règlements ne se contentent pas de poser des principes généraux, ils entrent dans les plus menus détails. C'est ainsi qu'il est prescrit de remplacer les crachoirs en service par des systèmes incinérables, d'afficher dans chaque atelier sa capacité d'air en mètres cubes et par suite le nombre de personnes qui peuvent y être occupées. Les précautions les plus minutieuses sont imposées au sujet des mesures à prendre pour le nettoyage et le graissage des machines en mouvement, les

mesures de précaution les plus détaillées sont prescrites pour protéger les ouvriers dans l'accomplissement de leur travail contre les organes en mouvement des machines.

Il nous paraît assez difficile qu'une réglementation aussi minutieuse soit appliquée d'une façon très stricte, mais il n'en est pas moins certain que la responsabilité des chefs étant engagée par tous ces règlements, les ouvriers des arsenaux et établissements de la marine doivent être aussi bien protégés contre les accidents du travail qu'il est matériellement possible de l'être.

CHAPITRE V

Agents techniques

Ecoles techniques des arsenaux élémentaires et supérieures

Il nous paraît indispensable d'indiquer les conditions générales de formation, et le rôle principal des surveillants, contremaîtres et chefs d'atelier, afin de bien faire connaître certaines difficultés rencontrées spécialement dans la marine de l'Etat, pour arriver à obtenir une bonne utilisation de la main-d'œuvre ouvrière.

Le personnel des agents techniques comprend trois classes d'agents techniques, quatre classes d'agents techniques principaux et deux classes d'agents techniques en chef.

Les adjoints techniques principaux et les adjoints techniques en chef sont officiers, sans assimilation

néanmoins avec les grades militaires ; les simples agents techniques conservent le caractère d'agents civils.

Avant les décrets de janvier 1900, ils étaient payés à la journée et avaient simplement les titres de contremaîtres ; c'est depuis cette époque qu'ils ont reçu un statut spécial, défini en dernier lieu par les décrets des 29 juillet et 6 août 1910. Actuellement, ils sont payés au mois, reçoivent des pensions militaires, et, ce qui est assez particulier pour des agents civils, ils sont justiciables du conseil de guerre ; ils ont comme le personnel militaire l'avantage de ne payer que $\frac{1}{4}$ de place sur les chemins de fer. On a donc depuis quelques années établi quelques limites très nettes entre le personnel ouvrier et le personnel des agents techniques, mais comme nous le verrons, ces réformes n'étaient pas suffisantes pour donner à ces chefs le prestige qu'ils doivent avoir auprès des ouvriers.

Recrutement. — Les agents techniques sont recrutés au choix parmi les candidats inscrits sur une liste d'admissibilité établie chaque année, et qui comprend :

1° Tous les élèves ayant satisfait aux examens de sortie de l'école supérieure, et ayant opté pour la surveillance des travaux (les autres optant pour les salles de dessin).

2° Sur les propositions faites par les chefs de service, et approuvées par le conseil d'administration. Les chefs-ouvriers, de préférence ceux qui ont suivi avec succès les cours des écoles techniques élémentaires.

3° Ils peuvent aussi être recrutés au concours parmi les élèves des écoles professionnelles d'Arts et Métiers qui auront satisfait aux obligations du service militaire et accompli un stage de 3 ans dans les arsenaux ou établissements de la marine ; ce stage est divisé en deux périodes, l'une de trois ans passée sur les travaux, l'autre, d'un an, dans les salles de dessin.

Avancements. — Les avancements à la deuxième classe d'agent technique, au grade de chef surveillant et enfin à la 1^{re} classe de ce dernier grade, exigent un minimum de deux ans dans le grade inférieur. Deux tiers des candidats sont nommés au choix, et un tiers à l'ancienneté.

Agents techniques principaux. — Les agents techniques de 1^{re} classe et de 2^e classe, ayant au moins trois ans de service depuis leur nomination à la 2^e classe, peuvent être nommés au choix agents techniques principaux de 4^e classe. L'avancement au choix des agents techniques principaux a lieu, un tiers à l'ancienneté et deux tiers au choix,

parmi les agents de la classe immédiatement inférieure ayant au moins deux ans de service dans cette classe.

Agents techniques en chef. — Les agents techniques en chef de 2^e classe sont nommés au choix parmi les agents techniques principaux de 1^{re} classe réunissant deux ans de service dans cette classe.

Les écoles techniques, qui comme nous l'avons déjà indiqué, constituent principalement des pépinières d'agents techniques, recrutent leurs élèves de la façon suivante :

Ecoles techniques élémentaires. — Les admissions sont déterminées par un concours auquel peuvent se présenter les chefs ouvriers, les ouvriers immatriculés et les ouvriers auxiliaires spécialistes. Pour être admis à concourir, les candidats doivent avoir accompli un an de service depuis la libération de leur classe militaire, s'ils sont ouvriers immatriculés, et dix-huit mois, s'ils sont ouvriers auxiliaires.

L'enseignement de ces écoles dure treize mois ; il est essentiellement professionnel : les matières enseignées sont : la langue française, l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie élémentaire, un peu de géométrie descriptive et de mécanique, quel-

ques notions d'électricité; on y fait un cours spécial sur les machines à vapeur, et un cours spécial sur le charpentage. Chaque période d'enseignement des écoles techniques élémentaires est terminée par un examen de sortie. Cet examen présente cette particularité de ne pas seulement établir un classement des candidats, pour leur accorder les différents brevets auxquels ils peuvent prétendre, mais de servir en même temps d'examen d'admission à l'école technique supérieure aussi bien pour les élèves des écoles élémentaires que pour les autres candidats.

Les élèves des écoles techniques élémentaires qui, à l'examen de sortie, ont obtenu un nombre de points suffisants, reçoivent suivant leur nombre de points, un certificat d'étude simple ou un certificat d'étude avec mention honorable; l'un et l'autre de ces certificats leur donnant certains avantages pour leur avancement de classe comme ouvriers.

Ecole technique supérieure. — L'enseignement de l'école technique supérieure dure seize mois, il est toujours professionnel et comprend à peu près les mêmes matières que celui des écoles techniques élémentaires, mais l'étude en est beaucoup plus approfondie. A la sortie de l'école, les élèves obtiennent suivant la moyenne des notes qui leur

ont été données, un brevet de capacité, avec ou sans mention, ou encore un simple certificat d'étude.

Les agents techniques qui, comme nous venons de le montrer, ont une formation professionnelle excellente et très pratique, sont de très bons auxiliaires pour les ingénieurs du génie maritime ; il est bien certain qu'au point de vue technique ils n'ont rien à envier aux contremaîtres de l'industrie privée. Mais ces agents n'ont pas seulement comme rôle de seconder les ingénieurs au point de vue technique, ils doivent aussi, et c'est même la partie principale de leur fonction, diriger le personnel ouvrier. Or, il semble bien que dans ce dernier rôle, ils ne se soient pas généralement montrés à la hauteur de leur fonction.

En thèse générale, le département de la marine rencontre les mêmes difficultés à faire commander son personnel ouvrier par ses surveillants et agents techniques, que certains vieux établissements de l'industrie privée situés dans des pays peu industriels à faire gouverner le leur par ses contremaîtres.

Dans ces usines comme dans les arsenaux, les ouvriers se succèdent de père en fils, les plus intelligents deviennent contremaîtres ou agents techniques suivant qu'il s'agit de l'industrie privée ou des arsenaux, et, dans un cas comme dans

l'autre, ce personnel se trouve avoir généralement dans les ouvriers qu'il commande, de nombreux amis d'enfance et même des parents. Comment, dans ces conditions, demander à ces contremaîtres ou à ces agents techniques de ne pas avoir de partialité ? Ils devraient tous avoir une mentalité qu'il est assez rare de rencontrer. Dans la marine, on a supprimé aux agents techniques le droit de punir ; les ouvriers sont par conséquent à peu près livrés à eux-mêmes, à part la surveillance directe de l'ingénieur, qui ne peut se faire que de loin en loin. Dans l'industrie privée, où les contremaîtres ont conservé ce droit, les choses ne vont pas mieux, car il est généralement fait un usage trop faible ou mauvais de ces punitions. Il n'y a qu'un moyen de sortir de cette situation, c'est de changer de milieu les agents techniques, car, comme le dit M. Ferrand (1) : « tel homme qui sera à Toulon
« prisonnier de sa famille, de ses amis et de ses
« politiciens sera, le jour où il débarquera à Cher-
« bourg, muni d'un titre nouveau et aussi indé-
« pendant qu'un jeune ingénieur ». Ce système auquel ont été obligés de recourir les établissements industriels dont nous venons de parler a donné un très bon résultat.

1. *Programme naval.*

CHAPITRE VI

Comparaisons des situations respectives, dans les arsenaux, des ouvriers immatriculés et des ouvriers auxiliaires

Les conditions de travail de ces deux catégories d'ouvriers sont très différentes ; les ouvriers immatriculés, bien qu'ils soient considérés par l'Etat comme de simples ouvriers libres, sont cependant en fait traités comme de véritables fonctionnaires. Comme eux ils sont assurés de la permanence au service et d'un minimum de retraite dans des conditions déterminées ; leur salaire, ainsi que les appointements des fonctionnaires, est fixé par le ministre d'une façon générale, quelle que soit la région dans laquelle ils se trouvent.

Il est matériellement impossible à tout industriel de faire des conditions semblables à ses ouvriers, puisqu'il ne sait jamais lui-même combien de temps ses usines pourront exister.

Les ouvriers auxiliaires sont dans une situation toute différente : la marine les prend lorsqu'elle en a besoin, et les congédie quand elle ne peut plus les employer ; leur salaire est différent suivant la région où ils se trouvent et, on ne leur donne aucune garantie d'un minimum de retraite. L'Etat, c'est incontestable, leur fait partager certains avantages des ouvriers immatriculés : soins en cas de maladie, versement d'un supplément de salaire pour constitution de retraite, etc..., mais tous ces avantages peuvent très bien être faits par un industriel à ses ouvriers, et, en réalité, il y a un certain nombre de sociétés industrielles qui assurent à leurs ouvriers des conditions tout à fait analogues à celles que fait la marine à ses ouvriers auxiliaires.

On peut donc bien dire que les ouvriers auxiliaires, malgré les quelques avantages dont ils bénéficient (à condition bien entendu qu'ils conservent leur caractère temporaire, ce qui n'est pas certain) sont dans une situation tout à fait comparable à celle des ouvriers de l'industrie privée, au lieu que les ouvriers immatriculés jouissent de conditions analogues à celles des fonctionnaires.

Si, maintenant nous envisageons la situation des ouvriers des arsenaux au point de vue de l'exercice des droits personnels, nous constatons que les avantages très nombreux et très impor-

tants accordés aux ouvriers immatriculés ne sont contrebalancés par aucune restriction dans l'exercice de ces droits. On leur permet d'exercer tous les droits qui appartiennent aux citoyens libres, c'est-à-dire les droits politiques, les droits syndicaux et même le droit de grève, puisqu'en fait on n'a pris aucune mesure spéciale pour empêcher les grèves de ces ouvriers. Les ouvriers immatriculés peuvent donc employer les mêmes moyens pour faire aboutir leurs revendications que les ouvriers auxiliaires placés cependant dans une situation toute différente. Cette assimilation de ces deux catégories du personnel ouvrier paraît tout à fait illogique; si, en effet, l'Etat en tant qu'industriel traite les ouvriers comme le fait l'industrie privée, il doit nécessairement se soumettre aux prescriptions des lois d'ordre public; d'où l'application logique, naturelle de ces prescriptions aux ouvriers auxiliaires; mais quant au contraire il fait à ses ouvriers des avantages que lui seul, en tant qu'Etat, est susceptible de faire, l'ouvrier ne se trouve plus en présence d'un simple patron mais bien de l'Etat, et alors dans quelle situation inextricable va se trouver l'Etat-patron en présence des prescriptions légales qui permettent à l'ouvrier de lutter contre le patron. Il est admissible en effet que l'ouvrier lutte contre son patron, il n'est pas tolérable que l'ouvrier lutte contre l'Etat.

Nous ne voyons pas en théorie la nécessité de refuser aux ouvriers immatriculés le droit de se syndiquer, un syndicat n'est pas nécessairement un instrument de lutte, et il pourrait au contraire éclairer le département de la marine sur les revendications des ouvriers, beaucoup mieux que ne le feraient certains avis individuels. Il ne faudrait pas oublier cependant que le syndicat constitue l'arme d'une coalition d'ouvriers contre l'Etat. Du reste, les syndicats sont officiellement reconnus, et leurs délégués communiquent couramment avec les directeurs des arsenaux et des établissements de la marine ; il y a déjà là un fait accompli depuis plusieurs années, et l'on peut presque dire que la question ne se pose plus. Toute différente est la question du droit de grève. Il nous paraît que reconnaître l'exercice du droit de grève aussi bien aux ouvriers immatriculés qu'aux ouvriers auxiliaires serait une profonde injustice, puisque ce serait donner à une catégorie d'ouvriers de véritables privilèges par rapport à l'autre. Le fonctionnaire bénéficie bien de certains avantages qui lui sont accordés par l'Etat, mais en revanche il aliène sa liberté dans une certaine mesure, or, nous ne voyons pas pourquoi ces ouvriers immatriculés des arsenaux, qui bénéficieraient des mêmes faveurs, ne devraient pas subir les mêmes restrictions à l'égard de leur liberté individuelle.

CHAPITRE VII

Comparaison des conditions de travail des ouvriers des arsenaux et des ouvriers de l'industrie privée

Comme nous venons de le voir, le personnel ouvrier des arsenaux est divisé actuellement en deux catégories bien distinctes : les uns, les ouvriers immatriculés, ayant une situation très différente de celle des ouvriers de l'industrie privée ; les autres, les ouvriers auxiliaires, se trouvant à peu de chose près dans la même situation que ces derniers.

Voyons d'abord quelle est exactement la situation de l'ouvrier immatriculé par rapport à celle de l'ouvrier dans l'industrie privée, et, pour mieux établir une comparaison, résumons en quelques lignes les conditions particulières faites à cette catégorie d'ouvriers d'Etat.

L'ouvrier immatriculé se recrute principalement, on pourrait même dire presque exclusive-

ment par l'apprentissage ; les enfants d'ouvriers de la marine bénéficient d'avantages assez importants pour leur admission, tous les apprentis reçoivent un salaire dès leur entrée à l'arsenal.

Quand l'ouvrier a atteint l'âge de 21 ans, il doit accomplir son service militaire comme tout citoyen libre, mais, dès la libération de sa classe, il est réadmis de droit dans les arsenaux où son âge lui donne le rang d'ouvrier ; il est alors classé dans la non-disponibilité et n'a par conséquent plus à accomplir aucune période militaire ; suivant ses mérites et son ancienneté, il s'élèvera de classe en classe et verra ainsi son salaire s'accroître graduellement de 4 francs à 5 fr. 50 ; il pourra aussi être nommé chef-ouvrier, ce qui lui permettra d'élever son salaire jusqu'à 6 francs. Si l'ouvrier se trouve être un sujet particulièrement intelligent, il aura la faculté d'être admis aux écoles techniques élémentaires et supérieures, tout en conservant son salaire ; en sortant de ces écoles, il pourra devenir agent technique ou même agent technique principal ou en chef, ce qui le mettra dans une situation analogue à celle des contremaîtres de l'industrie privée anciens élèves d'une école professionnelle ou même d'arts et métiers. Quand l'ouvrier aura atteint l'âge de 50 ans et réuni 25 années de service, il aura droit à une pension de retraite maximum de 750 francs

et de 600 francs minimum, s'il est simple ouvrier, de 700 francs minimum et 900 francs maximum, s'il est chef ouvrier.

En cas de maladie, il est soigné gratuitement et reçoit la moitié de son salaire.

L'ouvrier immatriculé, comme nous l'avons déjà dit, n'a pas à craindre le licenciement, sa permanence au service ayant été reconnue par la création du corps spécial des ouvriers auxiliaires, mais, par contre, rien ne l'empêche de quitter l'arsenal, à la condition qu'il ait demandé son congédiement quinze jours à l'avance.

Dans les établissements industriels privés employant des ouvriers de professions à peu près analogues à celle des ouvriers en service dans les arsenaux et établissements de la marine, le personnel ouvrier est assez rarement recruté par l'apprentissage; il est généralement embauché d'après sa capacité professionnelle reconnue, soit par le travail fourni pendant une période d'essais, soit par les certificats provenant des établissements où l'ouvrier a déjà travaillé; suivant sa profession et ses capacités professionnelles il recevra un salaire variant entre 4 francs et 12 francs et même quelquefois 16 francs pour certaines professions telles que puddleurs et fondeurs; les professions qui bénéficient de salaires élevés sont le plus souvent rétribués à la tâche ou

à la pièce. Si donc les professions les moins rétribuées reçoivent des salaires à peu près semblables au plus bas salaire des ouvriers immatriculés, nous constatons que par contre les professions les mieux rétribuées reçoivent des salaires bien plus élevés dans l'industrie privée que dans les arsenaux et établissements de la marine, car, en ajoutant au salaire de chef-ouvrier de première classe qui est de 6 francs + 1 fr. 17 représentant le chiffre moyen des primes à la production, payées à l'établissement de Guérigny, nous obtenons un salaire de 7 fr. 17 bien inférieur aux salaires que nous venons d'indiquer.

Par contre l'ouvrier de l'industrie privée n'a pas la faculté d'entrer dans une école professionnelle ou d'arts et métiers pouvant être comparée aux écoles techniques élémentaires et supérieures des arsenaux tout en conservant son salaire ; il est astreint aux périodes d'instruction militaire pendant lesquelles il ne reçoit aucun salaire, et enfin, s'il veut prendre quelques jours de repos, il ne peut le faire qu'à ses propres frais, au lieu que l'ouvrier de l'arsenal a droit à douze jours de congé payés par an.

Jusqu'à la création des retraites ouvrières et paysannes les ouvriers de l'industrie privée ne touchaient généralement aucune pension de retraite, même actuellement les pensions qui leur

sont garanties par la loi sont bien inférieures aux pensions militaires des ouvriers immatriculés. Ils se trouvent donc dans l'obligation de contracter une assurance, s'ils veulent se ménager les moyens de vivre quand ils auront atteint un âge où la faiblesse de leur force physique ne leur permettra plus de travailler ; si, au contraire, ils ne font aucune économie d'une façon ou d'une autre, ils se trouveront dans l'impossibilité de subvenir à leur existence dans leur vieillesse, et ils viendront à la charge de leurs enfants, s'ils en ont, ou de l'assistance publique dans le cas contraire, ce qui de toute façon n'est jamais une perspective bien séduisante.

S'ils tombent malades, ils ne peuvent avoir que des allocations payées par une société de secours mutuels, à laquelle ils ont dû pécuniairement participer et, en cas de mort, ils laissent leur femme et leurs enfants sans aucune ressource. En plus de ces désavantages, les ouvriers de l'industrie privée ont à craindre le licenciement pour manque de travail, sans qu'il leur soit dû d'indemnités d'aucune sorte.

Si maintenant nous considérons les ouvriers immatriculés des arsenaux et les ouvriers de l'industrie privée, au sujet de la discipline, nous constatons que les uns et les autres sont dans des situations très différentes. Comme nous l'avons

déjà montré, l'ouvrier de la marine jouit de garanties disciplinaires très importantes, puisqu'il ne peut encourir aucune peine vraiment grave sans l'intervention d'un conseil de discipline, et que même les peines présentant une faible gravité ne peuvent lui être infligées que par les ingénieurs ou le directeur.

Dans l'industrie privée au contraire, l'ouvrier n'a guère de rapports qu'avec son contremaître, et à part quelques rares exceptions, c'est le contremaître qui inflige à l'ouvrier toutes les peines disciplinaires, y compris le renvoi, cette punition étant encourue beaucoup plus facilement dans les établissements privés que dans les arsenaux.

Les ouvriers auxiliaires des arsenaux et établissements de la marine bénéficient, comme nous l'avons déjà montré, de certains avantages accordés aux ouvriers immatriculés, mais la non-permanence de leurs fonctions, les empêche de jouir des avantages les plus importants dont bénéficient les ouvriers immatriculés, c'est-à-dire l'existence assurée, non seulement pendant les années où ils peuvent travailler, mais même pendant leur vieillesse. Le salaire des ouvriers auxiliaires est semblable au salaire payé couramment dans la région aux ouvriers de professions analogues. La moyenne générale des salaires de ces ouvriers auxiliaires est légèrement inférieure à

la moyenne générale du salaire des ouvriers immatriculés, mais cette différence tient à ce qu'un très grand nombre d'ouvriers auxiliaires sont embauchés comme manœuvres, et l'on trouve par contre des salaires généralement plus élevés chez les ouvriers de spécialités auxiliaires que chez les ouvriers de spécialités immatriculés.

Les ouvriers auxiliaires sont donc bien en réalité de simples ouvriers libres, traités par le département de la marine avec plus de ménagements que ne le font la plupart des établissements industriels privés.

En résumé, nous venons de constater, qu'exception faite de la catégorie relativement peu nombreuse des ouvriers auxiliaires, le département de la marine accorde à ses ouvriers des salaires généralement inférieurs à ceux que paye l'industrie privée, mais nous avons vu également que la différence portait presque exclusivement sur les forts salaires, les autres étant à peu près les mêmes; nous croyons intéressant, à ce sujet, de rapprocher cette différence de salaire de la différence qui existe entre les appointements des employés et ingénieurs de la marine d'une part, et ceux des employés et ingénieurs des établissements industriels privés d'autre part; dans ce cas nous constatons encore le même écart, c'est-à-dire que si la rémunération des employés inférieurs

est à peu près la même dans la marine et dans l'industrie privée, il en est tout autrement pour les situations importantes, le directeur d'une Société industrielle privée ayant des appointements au moins deux fois supérieurs à ceux d'un directeur des constructions navales.

Ces très grandes différences d'appointements et de salaires tiennent, d'un côté, à ce que la perpétualité de l'Etat lui permet d'assurer à tous ses fonctionnaires les ressources nécessaires pour vivre, non seulement pendant la période de travail, mais même après, et, d'un autre côté, à ce que l'Etat ayant des ressources difficilement extensibles et par contre, des besoins difficilement compressibles, ses ressources se trouvent toujours trop faibles pour ses besoins; il en résulte donc que, d'une façon générale, toutes les fonctions d'Etat seront rétribuées au minimum possible. La dernière classe des ouvriers et aussi celle des employés recevront des salaires et des appointements strictement nécessaires pour vivre, ils auront ainsi des salaires et des appointements à peu près semblables à ceux des ouvriers et des employés de même catégorie dans l'industrie privée, puisque nous avons vu que ces derniers recevaient le strict nécessaire pour vivre au jour le jour; il est matériellement impossible à l'Etat de donner des salaires et des appointements infé-

rieurs car, même en garantissant la permanence au service et une pension de retraite, il lui sera toujours indispensable d'assurer à ses ouvriers et employés l'existence quotidienne. Quant aux autres catégories d'ouvriers et d'employés, l'Etat les rétribuera le moins possible, les chiffres des salaires et des appointements étant déterminés par les conditions de l'existence et surtout la nécessité de se procurer des candidats. L'importance considérable qui est attachée à la permanence du service lui assurera des candidats, un grand nombre d'individus préférant une existence médiocre au point de vue pécuniaire, mais assurée, à une carrière, plus brillante peut-être au point de vue argent, mais aléatoire.

L'industrie privée au contraire ne peut pas envisager les salaires ou les appointements de la même façon ; l'un et l'autre constituent pour elle l'exacte rémunération des services rendus ; si le service rendu est rare et a, par conséquent, une grande valeur, il sera payé très cher, si au contraire il est commun et peut être rendu par tout le monde, il sera très bas, sans toutefois descendre au-dessous de ce qui est strictement nécessaire à l'homme pour vivre.

Nous voyons donc que, si les professions ne demandant que des capacités et un apprentissage excessivement réduits sont très faiblement rétri-

bués, les ouvriers spécialistes au contraire qui doivent montrer de grandes capacités professionnelles et qui, par conséquent, sont assez rares, reçoivent des salaires très élevés comme dans des usines métallurgiques, par exemple, où certains ouvriers spécialistes ont une influence très importante sur les résultats financiers de l'établissement. Pour les ingénieurs, c'est exactement la même chose, les fonctions d'ingénieurs les moins importantes sont peu rémunérées, à peu près comme les fonctions équivalentes de la marine, mais les titulaires des hautes situations recevront au contraire des appointements très élevés, n'ayant le plus souvent aucun rapport avec les plus forts appointements des ingénieurs de la marine : une société industrielle peut avoir un intérêt capital à conserver à son service un ingénieur de talent, et elle le rémunérera en conséquence.

On ne doit donc pas plus s'étonner de voir les ouvriers spécialistes immatriculés des arsenaux avoir des salaires inférieurs aux ouvriers de même profession dans l'industrie privée, que de voir les directeurs des constructions navales avoir des appointements inférieurs à ceux des directeurs des établissements privés.

Si maintenant nous comparons la situation des ouvriers immatriculés les moins payés des arsenaux à la situation d'un grand nombre d'ouvriers

de l'industrie privée recevant un salaire à peu près égal, nous trouvons que les ouvriers des arsenaux sont dans une bien meilleure situation que ces derniers; ils ont en effet l'assurance de recevoir toute leur vie un faible salaire, au lieu que les ouvriers de l'industrie privée ont à redouter la misère pour les vieux jours, ou même pour les moments de chômage, puisque, leur salaire étant à peine suffisant pour les faire vivre au jour le jour, ils sont dans l'impossibilité de se constituer une réserve d'argent.

Ceci nous explique très bien qu'il ne manque pas de postulants à la situation d'ouvrier des arsenaux, quelque médiocre qu'elle soit.

Par le seul fait que l'Etat est stable et qu'il peut par conséquent assurer à l'ouvrier la permanence au service, il pourra se procurer une main-d'œuvre moins chère que l'industrie privée qui n'est pas en mesure de faire les mêmes conditions. Mais il reste à savoir si, même en employant une main-d'œuvre à bon marché, les arsenaux produiront à meilleur compte que l'industrie privée? Est-ce que vraiment des ouvriers qui n'ont qu'à travailler d'une façon raisonnable, on peut même dire faible, pour gagner leur vie, seront tentés de travailler d'une façon intensive? Les faibles avantages accordés à ceux qui auront montré une plus grande activité, seront-ils suffisants pour triom-

pher de la paresse du plus grand nombre? et même ces avantages seront-ils bien en rapport avec le surcroît de travail qu'ils auront demandé? Est-ce que vraiment les ouvriers des arsenaux ont autant d'intérêt à travailler d'une façon intensive que les ouvriers de l'industrie privée?

Après avoir étudié les conditions de travail des ouvriers des arsenaux, nous sommes tentés de dire comme M. Dagnaud : « L'homme ne travaille
« que dans la limite de son intérêt personnel et
« l'intérêt personnel du salarié de l'Etat — nous
« parlons de la généralité — est considérablement
« amoindri par la stabilité de l'emploi et du salaire,
« et par une réglementation qui a pour but de
« prévenir l'arbitraire, mais aussi de placer tous
« les ouvriers, les médiocres et les bons, presque
« sur le même pied ».

Nous allons rechercher maintenant quel est le rendement de la main-d'œuvre des arsenaux par rapport à celui de l'industrie privée.

CHAPITRE VIII

Comparaison du rendement de la main-d'œuvre dans les établissements de la marine et dans l'industrie privée

Il semblerait, à première vue, que la détermination du prix de revient d'un navire devrait pouvoir être faite dans les arsenaux tout aussi bien que dans l'industrie privée ; mais, comme nous allons le voir, il n'en est pas ainsi.

Pour bien comprendre cette difficulté que rencontrent les arsenaux à établir des prix de revient exacts, il est nécessaire de déterminer d'une façon précise le but principal des arsenaux ; ce but principal n'est pas du tout, comme on pourrait le croire au premier abord, de construire les navires de la flotte, mais bien d'entretenir et de réparer ces navires selon les besoins. Cet entretien et ces réparations qui sont déjà pour les arsenaux une assez lourde charge en temps de paix, prendraient une importance bien plus considérable en temps

de guerre ; à ce moment, en effet, on pourra avoir un certain nombre d'unités qui, en plus des petits accidents produits par une longue et dure navigation, auraient subi de graves avaries de combat, et c'est le plus vite possible — chaque instant gagné ayant une importance considérable, on peut même dire capitale — que devront être effectuées ces grosses réparations

L'on peut dire que, indépendamment de toute question concernant les constructions mêmes, l'importance des arsenaux doit être en rapport direct avec l'importance de la flotte susceptible de combat. Le succès d'une action navale ne dépend pas seulement du nombre et de la puissance des bâtiments que l'on peut mettre en ligne, mais aussi des moyens dont on dispose pour les réparer.

L'importance des réparations est maintenant toute différente de ce qu'elle était jadis quand les navires étaient en bois et naviguaient à la voile ; à cette époque, en effet, l'équipage était lui-même capable de réparer la plupart des avaries, les trous faits par les boulets dans les carènes se bouchaient facilement, sans qu'il fut nécessaire de recourir à des moyens extérieurs, et il était facile aussi de réparer les avaries de mâture et de voilure dans n'importe quel port, ou même en pleine mer. Aujourd'hui, c'est tout différent, et il est matériellement impossible à tout navire de guerre de

réparer par ses propres moyens d'une façon sérieuse, c'est-à-dire lui permettant de reprendre le combat, des plaques de blindages faussées ou trouées et des tourelles avariées ne permettant plus l'usage des canons qu'elles protègent. Ces réparations ne seraient pas seulement impossibles en pleine mer, mais même à l'abri dans un port neutre. Bien plus, en dehors de toute question d'avarie de combat, l'usure actuelle des pièces de gros calibres est telle qu'elles peuvent tirer seulement un nombre très restreint de coups ; nous avons vu dans la guerre russo-japonaise, que les Japonais ont changé tous les gros canons de leurs navires entre les opérations entreprises contre l'escadre de Port-Arthur et celles entreprises contre l'escadre de l'amiral Rodjeswinski.

Les Italiens viennent également de changer toute la grosse artillerie de l'escadre qui avait pris part à l'expédition de Tripolitaine.

Il est donc indispensable pour tout pays possédant une flotte de guerre, d'avoir des moyens de réparations excessivement puissants lui permettant de réparer ses navires avec une grande rapidité, car bien souvent la réduction du temps apporté aux réparations sera un facteur important dans la détermination de la victoire.

Nous n'avons pas l'intention dans ces lignes de faire la critique des mesures spéciales qui ont été

prises en vue des réparations du temps de guerre, mais, même en admettant que les mesures prévues à ce sujet soient au-dessous de ce qu'elles devraient être, il est certain que, dans tous les arsenaux, on a fait d'importants travaux pour permettre de rapides réparations en temps de guerre; il est certain aussi que l'outillage nécessaire à ces réparations, tout en étant beaucoup plus puissant que celui nécessaire aux réparations et aux constructions en temps de paix, peut et même doit cependant servir en temps normal à exécuter non seulement des réparations mais même des constructions.

En admettant qu'un Etat n'ait aucunement l'intention de construire lui-même des navires, il y sera forcément conduit par la nécessité d'utiliser le matériel et les ouvriers qu'il devra continuellement entretenir en vue de la réparation des avaries de combat.

Quand, dans les arsenaux, on procède à l'installation d'un gros outillage nécessaire aux constructions modernes, on ne se contente pas de prévoir les besoins de la construction, mais on prévoit aussi pour les navires à construire dans les arsenaux et dans les chantiers privés les nécessités beaucoup plus grandes du temps de guerre.

Les chantiers de l'industrie privée sont dans une situation toute différente, ils sont purement et sim-

plement des industriels, c'est-à-dire qu'ils s'efforcent de proportionner aussi exactement que possible leur matériel productif aux besoins de la production, afin de faire produire au maximum le capital engagé. Si donc on veut établir une comparaison entre le coût des navires construits par l'industrie privée et le coût de navires semblables construits par les arsenaux, il ne faudrait pas, pour ces derniers, se contenter d'ajouter aux dépenses spéciales de la construction une majoration proportionnelle à ces dépenses qui porterait sur l'ensemble des frais généraux, mais faire une distinction minutieuse de ce qui, dans ces frais généraux, est relatif à l'augmentation du matériel en vue du temps de guerre, et de ce qui aurait été strictement nécessaire à l'exécution des constructions effectuées ; comme en réalité il s'agit, non pas de deux outillages distincts, mais bien d'un même matériel d'une importance supérieure à ce qu'il devrait être en temps normal, il nous apparaît comme à peu près impossible de se faire une appréciation précise de ce qui devrait être normalement employé pour les constructions neuves ; en admettant même que l'on fasse cette appréciation, elle ne pourrait être, qu'arbitraire et par conséquent sujette à critique.

Si le département de la marine ne possédait que des arsenaux, nous ne verrions pas la possibilité

de comparer d'une façon sérieuse le rendement de ses ouvriers avec celui des ouvriers de l'industrie privée, mais il possède d'autres établissements employant les mêmes catégories d'ouvriers soumis aux mêmes conditions que ceux des arsenaux. L'établissement de Guérigny, entre autres, présente la particularité très intéressante de concurrencer les industries privées de production analogue, puisque son aciérie a été établie uniquement pour servir de régulateur aux prix de l'industrie privée. Ici, il n'est plus question d'un matériel construit en prévision du temps de guerre, mais bien d'une simple usine qui doit s'efforcer de produire dans les meilleures conditions possibles de qualité et de prix de revient.

Le rapport du comité d'examen des comptes des travaux de la marine s'exprime de la façon suivante au sujet de l'usine de Guérigny : « Alors
« que les ports militaires, complètement indispen-
« sables des flottes de combat, ont comme princi-
« pal objectif de faire face aux nécessités du temps
« de guerre, les établissements hors des ports
« sont destinés à servir de révélateurs et de
« modérateurs de prix vis-à-vis de l'industrie
« privée ».

L'établissement des forges de la Chaussade (groupement des établissements de Guérigny et de Villemenant) à une origine ancienne qui remonte

à plus d'un siècle. Jusqu'en l'année 1900, il fut plusieurs fois question de supprimer cet établissement qui fabriquait alors des ancres, des chaînes et diverses ferrures ; il n'y avait en effet aucun intérêt économique pour le département de la marine à fabriquer ces objets, puisqu'il les trouvait dans l'industrie privée à un prix normal réglé par une concurrence importante. Mais, dans l'année 1900, on décida d'établir une aciérie aux forges de la Chaussade pour concurrencer l'industrie sur ce produit spécial. On craignait que la fabrication des plaques de blindage, qui demandait des avances de capitaux considérables, ne put être entreprise que par un nombre restreint d'établissements industriels et que ces établissements, afin de réduire leurs risques, fussent forcément amenés à s'entendre ensemble pour unifier leurs prix de vente.

La valeur générale de l'établissement et du matériel des forges de la Chaussée s'élevait en 1910 à 10 millions de francs et par suite des crédits qui ont été votés par le Parlement, elle atteindra 15 millions en 1915.

Le personnel ouvrier atteint un total de plus de 900 ouvriers, la plupart appartenant à la catégorie des ouvriers immatriculés. La majorité de ces ouvriers bénéficient d'un salaire à la pièce déter-

miné par un tarif, tout en conservant les garanties d'un salaire minimum et maximum.

La détermination des prix de revient nécessite la connaissance exacte des trois facteurs qui contribuent à leur formation : la matière, la main-d'œuvre et les frais généraux. Les deux premiers sont naturellement évalués de la même façon dans les établissements de la marine que dans ceux de l'industrie privée, mais il n'en est pas de même des frais généraux. Le département de la marine a en effet l'habitude de distinguer les dépenses indivises et les frais généraux proprement dits. Les dépenses indivises comprennent toutes les dépenses directement relatives à la fabrication : outillage, magasin, etc., mais qui cependant ne peuvent pas être déterminées pour chaque objet fabriqué. Les frais généraux proprement dits comprennent toutes les dépenses qui paraissent avoir un rapport moins étroit avec la fabrication, c'est-à-dire celles comprenant l'administration générale des arsenaux ou établissements de la marine. En réalité, l'ensemble de ces dépenses constitue à peu près exactement ce que l'industrie privée comprend sous la dénomination de frais généraux. Or, la marine quand elle établit ses prix de revient, n'a pas l'habitude d'y faire entrer les dépenses concernant les frais généraux proprement dits, à moins cependant qu'il s'agisse

de comparaison à faire avec l'industrie privée. Mais, même dans ce dernier cas, le mode de détermination des frais généraux incombant à chaque objet fabriqué, ne permet pas de faire des comparaisons exactes.

« Dans le régime actuel (comité d'examens des
« comptes de travaux de la marine) on fait bloc
« de tous les frais généraux sans exception, qu'ils
« soient communs à toutes les fabrications ou au
« contraire spéciaux à une seule branche, et ce
« bloc, on le répartit uniformément entre toutes
« les fabrications suivant un coefficient de majoration commun dégagé par la comparaison de
« la masse des frais généraux à celle des salaires
« incorporés dans l'année aux travaux de production proprement dits. »

De cette façon, les objets moins importants demandant une dépense de main-d'œuvre très considérable par rapport à la dépense de matière, subiront une majoration importante de frais généraux, bien qu'il n'ait peut-être été employé pour sa fabrication qu'un petit outillage spécial, et des objets au contraire d'une importance beaucoup plus considérable demandant une dépense de main-d'œuvre relativement plus faible, mais exigeant pour leur fabrication l'emploi d'un capital très important, se trouveront déchargés d'une assez grosse part de ce capital, qui se trouvera

retomber sur les objets d'une moins grande importance.

Le comité d'examen des comptes des travaux de la marine, chargé d'établir un rapport sur la situation économique de l'établissement de Guérigny pour l'année 1910, a fait modifier ce système de détermination des frais généraux et, sur la demande du comité, le service de la comptabilité de cet établissement a distingué, pour l'année 1908, les frais généraux particuliers aux aciéries (grandes forges), et les frais généraux communs à toutes les fabrications. On a obtenu ainsi les proportions suivantes :

Frais généraux communs 66/100 ;

Frais généraux spéciaux 34/100, ces derniers pouvant se diviser en 11/100 directement applicables aux blindages et 23/100 afférents à d'autres fabrications.

« On n'a pu songer, déclare le sous-directeur
« de Guérigny, à faire pour chacune des années
« 1906, 1907, 1909 et 1910, le même travail de
« répartition que celui fait pour 1908, lequel
« avait demandé deux mois, mais il a paru pos-
« sible d'adopter pour toute cette période, comme
« base de répartition, la classification établie pour
« 1908, en la modifiant toutefois pour chacune
« des années envisagées, suivant le rapport exis-
« tant entre la main-d'œuvre appliquée aux blindages

« dages et la main-d'œuvre appliquée aux autres
« fabrications, exécutées tant à l'aciérie que dans
« les autres ateliers. »

Nous aurons donc les coefficients de frais généraux suivants par rapport à la main-d'œuvre, pour les années :

	1909	1910
A titre de frais généraux communs, coefficient	210,96/100	193,51/100
A titre de frais généraux <i>spéciaux</i> à l'aciérie	229,86/100	402,73/100
A titre de frais généraux <i>spéciaux</i> pour d'autres fabrications	107,55/100	78,44/100

Nous trouvons ainsi en 1909 pour l'aciérie un coefficient de frais généraux par rapport à la main-d'œuvre de 440,82/100 au lieu qu'il est seulement de 318,51/100 pour les autres fabrications.

En l'année 1910, les frais généraux d'aciérie atteignent 496,24/100 et ceux des autres fabrications, 271,95/100.

Quant à la production totale de l'établissement, elle atteint, pour les années de 1906, 1907, 1908, 1909 et 1910, une moyenne de 2.802.000 francs,

dont seulement 209.000 francs pour les blindages, ces chiffres comprennent les prix des matières et les salaires, majorés seulement des dépenses, indivisées conformément à la comptabilité réglementaire du département de la marine. La production des blindages paraît excessivement faible, si l'on considère que l'établissement de Guérigny n'a été conservé en grande partie que pour concurrencer l'industrie privée dans cette fabrication spéciale. Puisque le but principal des forges de la Chaussade est de faire des blindages, il semblerait au moins logique que cette fabrication particulière ne fut pas réduite à si peu de chose.

Si la production totale des blindages a été aussi peu importante à Guérigny, ce n'est pas parce que cet établissement était dans l'impossibilité d'en faire une plus grande quantité, mais parce que son aciérie n'avait pas le matériel nécessaire à la fabrication des aciers demandés actuellement pour les constructions navales, et c'est pour cette raison que la fabrication des blindages a très sensiblement diminué à Guérigny pendant ces dernières années ; cette fabrication en effet, après avoir atteint 287.000 francs en 1906, 395.000 francs en 1907, est tombée à 202 000 francs en 1908, 4.000 francs seulement en 1909, et 157 000 francs en 1910. Les importantes modifications qui se sont produites dans la fabrication des blindages pour cuirassés

ont donc rendu impossible d'alimenter la production de l'aciérie de Guérigny. C'est au moment où l'on faisait des plaques de blindage en acier spécial que des crédits avaient été votés par le Parlement pour construire une aciérie aux forges de la Chaussade ; la discussion avait été longue et quand, précisément, cette aciérie allait entrer en pleine production, ils s'est trouvé que l'on n'employait presque plus l'acier spécial pour le cuirassement des navires mais un nouvel acier, l'acier cimenté ; or Guérigny n'a pas les moyens de fabriquer ce nouvel acier ; on doit donc se contenter d'y faire les quelques plaques de blindages encore utilisées en acier spécial, mais c'est bien peu de chose puisque l'acier cimenté comprend 87 0/0 du cuirassement des navires modernes.

On peut donc dire qu'au point de vue concurrence de l'industrie privée, le but que l'on se proposait en établissant une aciérie à Guérigny n'a pas été atteint ; rien n'empêche en effet les industriels, pour la très grosse majorité des blindages qui leur sont commandés, de s'entendre entre eux pour fixer les prix de vente.

Il semble bien, que, si le département de la marine a manqué son but en établissant une aciérie à Guérigny, c'est parce qu'il n'a pas été assez vite : ce n'est qu'après avoir réclamé des crédits au Parlement pendant de nombreuses

années que l'on a obtenu les subsides nécessaires. Cette longue période de discussion écoulée, il a fallu construire, ce qui a pris un certain temps, et enfin pendant un ou deux ans on a dû s'astreindre à la mise en train de cette délicate fabrication. Alors seulement on a pu commencer à fabriquer d'une façon sérieuse, mais malheureusement il était trop tard.

Est-ce la marine que l'on peut blâmer de ce retard ? Il ne le semble pas, puisqu'elle s'est efforcée de réduire autant que possible les périodes de construction et d'essais, mais il semble bien plutôt que ce retard soit dû aux discussions nécessairement longues du Parlement.

Dans ces conditions, et elles ne peuvent pas être modifiées puisque la marine devra toujours demander au Parlement le vote des crédits dont elle a besoin, est-il réellement possible que l'industrie d'Etat concurrence d'une façon sérieuse l'industrie privée dans la fabrication de produits que l'on s'efforce continuellement de modifier pour arriver à de meilleurs résultats ?

Il est donc fort à craindre que le cas de l'aciérie de Guérigny ne soit pas une exception et que dans des circonstances analogues, l'industrie d'Etat soit toujours devancée par l'industrie privée.

L'installation complète de l'aciérie aux forges de la Chaussade avait atteint le prix de 5.141.000

francs, or c'est une somme encore égale qu'il faut dépenser pour permettre la fabrication de l'acier cimenté, et l'on peut être en droit de se demander, en voyant l'importance de plus en plus grande prise par l'acier cimenté en plaques de blindages de grandes dimensions s'il a été suffisant d'amortir le capital de l'aciérie de Guérigny, en 5, 10 et 20 ans suivant le matériel. Il nous semble que l'amortissement d'un matériel semblable ne devrait pas seulement être effectué en considérant son usure, mais en prévoyant au contraire la nécessité de le transformer dans un court délai pour permettre la fabrication de nouveaux aciers. Nous croyons donc que, dans ces conditions, les prix de revient indiqués par le comité d'examen des comptes de la marine, sont un peu inférieurs à ce qu'ils devraient être.

Les prix de revient calculés par le comité d'examen des comptes de la marine donnent les chiffres suivants :

	Prix de revient au kilo	Prix de vente Industrie
Plaques de blindages du <i>Wal-</i>		
<i>deck-Rousseau</i> , ceinture .	1 fr. 85	2 fr 55
Plaques de blindages du <i>Wal-</i>		
<i>deck-Rousseau</i> , surbaux .	2 52	3 13
Plaques de blindages du		
<i>Danton</i> , surbaux et glacis.	1 84	2 91
Plaques de blindages du		

<i>Danton</i> , cuirasse mince . . .	1	88	2	45
Plaques de blindages du <i>Mi-</i> <i>rabeau</i> , surbaux et glacis . . .	1	70	2	91
Plaques de blindages du <i>Mi-</i> <i>rabeau</i> , cuirassé mince. . .	1	88	2	45
Plaques de blindages du <i>Courbet</i> , plaques de pont . . .	1	40	1	70
Plaques de blindages <i>France</i> et <i>Paris</i>	1	01	1	70

Ces prix de revient ont été établis en tenant un compte rigoureux de toutes les dépenses de matières, salaires et frais généraux et frais de transport, il nous semble donc, à part la restriction importante que nous avons faite au sujet de l'amortissement, que l'on peut les considérer comme suffisamment exacts pour être comparés aux chiffres de l'industrie privée. Toutefois, comme le seul point de vue qui nous intéresse ici est le rendement de la main-d'œuvre, il ne faut pas oublier que nous opposons des prix de revient à des prix de vente, et que ces derniers devraient être diminués proportionnellement à l'importance des bénéfices, pour permettre une comparaison sérieuse. En admettant que le bénéfice réalisé par l'industrie sur cette fabrication soit de 10 0/0, chiffre qui paraît assez vraisemblable, et que nous augmentions les prix de Guérigny d'une propor-

tion analogue, comme complément d'amortissement, nous arriverions ainsi à trouver à peu près les mêmes prix d'un côté comme de l'autre.

Si maintenant nous comparons les prix de revient des autres produits de Guérigny avec les prix de vente de produits similaires fabriqués par l'industrie privée, nous sommes loin de les trouver toujours favorables à l'industrie d'Etat.

Dans la fabrication des chaînes, nous trouvons les prix suivants :

Chaînes de 60 m/m à 24 m/m

Prix de revient aux 100 kilos	Prix de vente Industrie privée aux 100 kilos
80 fr.	95 fr.
81 —	95 —
88 —	95 —
109 —	95 —
110 —	95 —
96 —	95 —

Chaînes de 20 m/m à 10 m/m

91 fr.	100 fr.
121 —	105 —
134 —	109 —
121 —	120 —
183 —	125 —
229 —	145 —

En majorant les prix de revient de Guérigny de 10 0/0, chiffre qui, comme nous l'avons déjà indiqué, pourrait représenter les bénéfices de l'industrie privée, nous constatons qu'il y a à peu près similitude dans les prix des chaînes de gros calibres ; quant aux autres prix, à part quelques exceptions, ils sont généralement plus élevés pour Guérigny que pour l'industrie privée.

En considérant l'ensemble de ces prix de revient et de ces prix de vente, il est facile de voir que les prix de revient de Guérigny subissent une augmentation bien plus forte que les prix de vente de l'industrie à mesure que le diamètre des chaînes diminue. Pour les chaînes de 60 m/m nous trouvons à Guérigny un prix de revient de 80 francs aux 100 kilos et dans l'industrie privée un prix de vente de 95 francs, au lieu que pour les chaînes de 10 m/m, le prix de revient de Guérigny est de 229 francs les 100 kilos et le prix de vente de l'industrie privée de 145 francs les 100 kilos. Le prix de revient de Guérigny a donc subi une augmentation, dans les petites chaînes, de 186,25 0/0, tandis que le prix de vente de l'industrie n'a augmenté, pour les mêmes produits, que de 52,63 0/0. La différence est donc considérable.

Pour expliquer ces différences de prix, l'établissement de Guérigny a allégué la qualité très supérieure des chaînes fabriquées dans cet établisse-

ment. Cette raison serait très admissible s'il s'agissait d'une augmentation générale de prix portant aussi bien sur les chaînes de gros calibres que sur les chaînes de petits calibres, mais elle n'explique pas pourquoi les petites chaînes coûtent plus cher que les grosses puisqu'elles sont fabriquées avec le même métal.

L'explication nous paraît toute différente ; si, en effet, nous considérons, dans les différents prix de revient que nous venons d'indiquer, le rapport qui existe entre le prix de la main-d'œuvre et les prix des matières et frais généraux réunis, nous constatons que pour les plaques de blindage faites pour les cuirassés *France* et *Paris*, c'est-à-dire celles effectuées dans les meilleures conditions, d'après l'avis de l'établissement de Guérigny, les chiffres représentant la somme des prix de matières et des frais généraux, sont supérieurs de 947 0/0 au prix de la main-d'œuvre ; que pour les chaînes de gros calibres, le total matières et frais généraux est supérieur de 882 0/0 au prix de la main-d'œuvre, et qu'enfin pour les chaînes de petit calibre il n'y a plus qu'une différence de 395 0/0 entre les prix de matières et frais généraux d'une part, et ceux de main-d'œuvre d'autre part. Comme nous avons déjà établi que, pour les blindages, le prix de revient de Guérigny était plutôt inférieur à celui de l'industrie privée, que pour

les grosses chaînes il y avait à peu près équivalence, mais que, par contre, les chaînes de petit calibre fabriquées à Guérigny avaient un prix de revient bien supérieur au prix de vente de chaînes semblables fabriquées par l'industrie privée, il semble que les prix de revient de Guérigny et les prix de vente de l'industrie privée soient proportionnels à l'importance plus ou moins grande de la main-d'œuvre dans ces différentes fabrications.

Ceci indiquerait bien clairement que, pour une même somme de travail, la main-d'œuvre de l'établissement de Guérigny est plus chère que la main-d'œuvre de l'industrie privée.

Le prix de revient des ancrs confirme cette constatation ; en effet, pour cette fabrication le prix des matières et frais généraux étant de 449 0/0 plus élevé que celui de la main-d'œuvre, nous avons pour Guérigny un prix de revient de 1 fr. 86 au kilo, au lieu que l'industrie privée fait un prix de vente de 1 fr. 68.

La différence entre le prix de revient de Guérigny et celui de l'industrie privée semble donc bien encore ici être proportionnelle à l'importance du prix de la main-d'œuvre par rapport au prix des matières et frais généraux.

En admettant même que l'amortissement et les frais généraux de l'établissement de Guérigny n'aient pas été calculés d'une façon absolument

semblable à l'amortissement et aux frais généraux de l'industrie privée (nous n'ignorons pas les nombreuses critiques faites à l'industrie d'Etat sur ce sujet), la proportion que nous venons d'indiquer n'en existe pas moins.

En effet, comme le chiffre des frais généraux ne pourrait qu'être augmenté et que d'un autre côté le chiffre de la main-d'œuvre est certainement juste puisqu'il est facile à déterminer, il ne pourrait y avoir qu'une majoration totale du prix de revient, ce qui augmenterait simplement sur toutes les fabrications la différence entre les prix de revient de Guérigny et les prix de vente de l'industrie privée. Peu nous importent donc dans le cas présent, les omissions qui ont pu être commises dans le calcul des frais généraux puisqu'elles ne modifieraient pas d'une façon sensible la différence qu'il y a entre la progression des prix de revient de Guérigny et la progression des prix de vente de l'industrie privée.

Les blindages, les chaînes et aussi les ancres représentent les principales fabrications de Guérigny, mais non pas les seules. Cet établissement fabrique aussi de petits objets tels que : coffres d'amarrage, caisses à eau, ferrements d'embarcations, boulons, etc... ; pour tous ces objets il nous serait facile de montrer que la main d'œuvre est très élevée, mais nous ne croyons pas devoir le faire,

car, pour cette fabrication, le rapport existant entre le prix de revient de Guérigny et le prix de vente de l'industrie privée, ne pourrait donner des indications précises sur le rendement de la main-d'œuvre. Si, en effet, on veut comparer d'une façon exacte le rendement des ouvriers des établissements de la marine avec celui des ouvriers des établissements privés il est nécessaire que l'utilisation de la main-d'œuvre soit aussi bien faite dans un cas comme dans l'autre.

Or, pour expliquer son prix de revient élevé dans cette petite fabrication, l'établissement de Guérigny a déclaré que son outillage le mettait dans une situation très nettement inférieure à celle de l'industrie privée ; le nombre assez restreint d'objets fabriqués doit nécessairement aussi être une cause d'augmentation du prix de revient. Pour toute cette petite fabrication, une comparaison du rendement ouvrier ne pourrait être faite qu'en tenant compte de l'infériorité de l'outillage de l'établissement de Guérigny ; or, comme cette appréciation ne pourrait être qu'arbitraire, nous préférons nous abstenir de toute comparaison concernant ces différents objets.

Nous pensons d'ailleurs que les indications obtenues sur le rendement de la main-d'œuvre par la comparaison des prix de revient de blindages et de chaînes fabriqués à Guérigny avec les

prix de vente de fabrications semblables effectuées dans les mêmes conditions par l'industrie privée, sont suffisamment concluantes, et nous pensons même que cette infériorité de rendement ne doit être qu'un minimum par rapport à l'ensemble des arsenaux. Comme nous l'avons déjà indiqué, en effet, au sujet des salaires, la grosse majorité des ouvriers de l'établissement de Guérigny bénéficient de primes à la production déterminées par un tarif, au lieu que dans les arsenaux, il n'y a qu'une très petite minorité des ouvriers à bénéficier des mêmes primes à la production. Si donc, à Guérigny, on obtient déjà, avec le travail sur tarif, un rendement de la main-d'œuvre inférieur à celui de l'industrie privée, on doit nécessairement dans les arsenaux, avec le travail à la journée, obtenir un rendement encore inférieur, car il est bien certain que la prime à la production constitue un encouragement au travail qui doit produire un certain résultat.

Dans ces conditions, nous croyons pouvoir conclure que la journée de 8 heures, la faiblesse de la discipline et toutes les conditions privilégiées accordées aux ouvriers du département de la marine ont comme résultat de rendre la journée de travail de ces ouvriers très sensiblement moins productive que celle des ouvriers de l'industrie privée, et nous croyons même pouvoir ajouter

que l'encouragement provenant de la rémunération du travail proportionnellement à la quantité de travail produit, n'est pas suffisant pour contrebalancer les diverses causes tendant à la diminution du rendement professionnel de ces ouvriers.

Du reste, le mauvais rendement de la main-d'œuvre des arsenaux n'est pas un fait récent, et il semblerait même, si nous nous en rapportons à un mémoire de M. Malouët, intendant de la marine à Toulon, que ce rendement était déjà aussi mauvais à la fin du dix-huitième siècle qu'il l'est actuellement.

Cet intendant de la marine, plus tard membre de l'Assemblée constituante, s'exprime en effet ainsi en comparant le prix de revient de deux navires : « Le premier, le « *César* », a été construit « en entier à la journée du roi, que nous recon-
« naissons dans les ports par des comparaisons
« multipliées, plus cher d'un tiers au moins que les
« ouvrages à l'entreprise. Les vérifications n'ont
« donné, en plusieurs ateliers, le produit de cin-
« quante ouvriers à la journée égal au produit de
« vingt, vingt-six, vingt-huit au plus à l'entre-
« prise ».

Ainsi donc autrefois, même avec une discipline sévère, l'ouvrier d'Etat a peu travaillé.

VU :

Le Président de la thèse,
H. TRUCHY.

VU :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

OUVRAGES CONSULTÉS

Cours d'administration et de comptabilité maritime, R. DEMICHELIS. Edit. Lavauzelle.

Bulletin de l'Office du travail, n° 3, mars 1910. Comparaison des conditions de travail des ouvriers des arsenaux et des ouvriers de l'industrie privée.

Les arsenaux de la marine de 1689 à 1910. Organisation administrative, A. DUPONT. Edit. Berger-Levrault, 1913.

Programme naval, C. FERRAND. Edit. Berger-Levrault, 1908.

Etude de la législation ouvrière, H. LE MARGUAND.

Principe d'organisation scientifique des usines, WINSLOW TAYLOR. Edit. Dunod et E. Pinat. Publication de la *Revue métallurgique*.

Note sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat. Office du travail. Imprimerie Nationale, 1906.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Origine des ouvriers des arsenaux	1
CHAPITRE II. — Le personnel ouvrier des arsenaux	9
Ouvriers immatriculés	11
Statut	12
Discipline	22
Retraites	30
Ouvriers auxiliaires	31
Retraite	34
Arsenaux en temps de guerre	35
CHAPITRE III. — Salaires	37
CHAPITRE IV. — Application de la législation ouvrière au personnel ouvrier de la marine	55
CHAPITRE V. — Agents techniques	65
Surveillants techniques et chefs surveillants. — Ecoles techniques élémentaires et supérieures	65
CHAPITRE VI. — Comparaison des situations respectives dans les arsenaux des ouvriers immatriculés et des ouvriers auxiliaires.	72

	Pages
CHAPITRE VII. — Comparaison des conditions de travail des ouvriers des arsenaux et des ouvriers de l'industrie privée	76
CHAPITRE VIII. — Comparaison du rendement de la main-d'œuvre dans les établissements de la marine et dans l'industrie privée	88

